

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTRE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2015



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2015

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>AVANT-PROPOS</u>	2
<u>ABREVIATIONS ET SIGLES</u>	3
<u>LISTE DES TABLEAUX</u>	4
<u>LISTE DES ENCADRES</u>	4
<u>LISTE DES GRAPHIQUES</u>	5
<u>RESUME</u>	6
<u>INTRODUCTION</u>	8
<u>I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</u>	12
1.1. Balance commerciale de biens	14
1.1.1. Exportations de biens	15
1.1.1. 1. Evolution globale des exportations de biens	15
1.1.1. 2. Composition des exportations de biens	17
1.1.1. 3. Orientation géographique des exportations	19
1.1.2. Importations des biens	21
1.1.2. 1. Evolution globale des importations de biens	21
1.1.2. 2. Composition des importations de biens	21
1.1.2. 3. Orientation géographique des importations	22
1.2. Balance des services	23
1.2.1. Transports	24
1.2.2. Voyages	24
1.2.3. Autres services	24
1.3. Compte du revenu primaire	25
1.4. Compte du revenu secondaire	26
<u>II. COMPTE DE CAPITAL</u>	27
<u>III. COMPTE FINANCIER</u>	27
<u>IV. CAPITAUX MONETAIRES</u>	30
4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale	30
4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	31
4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	31
<u>V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE</u>	31
<u>CONCLUSION</u>	33
<u>ANNEXES</u>	35

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités et les agents économiques.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et validée par le Comité National de la Balance des Paiements. Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles pour les besoins internes de la BCEAO, des services officiels et des missions du FMI.

Le Comité National de la Balance des Paiements est l'organe de validation des données, conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 6^e édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) élaboré par le FMI, parue en 2008.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2015¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de leur élaboration, ces statistiques de la balance des paiements peuvent contenir des insuffisances liées essentiellement au caractère informel des acteurs des filières agropastorales et à leur poids dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourrait s'adresser, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger.

Contact :

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : courrier.HDN@bceao.int

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire est le franc CFA.

ABREVIATIONS ET SIGLES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BPT	Balance des Paiements en termes de Transactions
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
CAPED	Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CNODC	China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation
CNPC-NP	China National Petroleum Corporation – Niger Petroleum
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord (Free on Board)
IDE	Investissements Directs Etrangers
I-3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
INS	Institut National de la Statistique
MBP6	6 ^e Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEF	Programme Economique et Financier
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SML	Société des Mines du Liptako
SOMAIR	Société des Mines de l'Aïr
SOMINA	Société des Mines d'Azelik
SONIDEP	Société Nigérienne des Produits Pétroliers
SORAZ	Société de Raffinage de Zinder
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements	page 11
Tableau 2 : Evolution des transactions courantes.....	page 12
Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens.....	page 16
Tableau 4 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations.....	page 19
Tableau 5 : Evolution des importations FOB de biens.....	page 21
Tableau 6 : Evolution de la balance des services.....	page 23
Tableau 7 : Evolution du poste « transports ».....	page 24
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages ».....	page 24
Tableau 9 : Evolution du poste « Autres services ».....	page 25
Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire.....	page 25
Tableau 11 : Evolution des revenus nets des investissements.....	page 26
Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire.....	page 27
Tableau 13 : Evolution du compte capital.....	page 27
Tableau 14 : Evolution du compte des opérations financières.....	page 28
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	page 30
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques.....	page 31
Tableau 17 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN).....	page 31
Tableaux annexes.....	page 36

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Bilan de mise en œuvre du PDES	page 13
Encadré 2 : Exploitation pétrolière au Niger en 2015.....	page 16
Encadré 3 : Situation des émissions de titres publics en 2015	page 29

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger entre 2005 et 2015.....page 11

Graphique 2 : Balance des biens et services et balance courante entre 2005 et 2015.....page 13

Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale entre 2005 et 2015..... page 14

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2005 et 2015page 15

Graphique 5 : Exportations en valeur des principaux produits entre 2005 et 2015.....page 16

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 2005 et 2015.....page 17

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2014 et 2015.....page 20

Graphique 8 : Répartition des exportations vers la zone UEMOA en 2014 et 2015.....page 21

Graphique 9 : Importations en valeur par grands groupes de produits de 2005 à 2015.....page 22

Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2014 et 2015.....page 22

Graphique 11 : Parts des importations en provenance de l'UEMOA en 2014 et 2015.....page 23

Graphique 12 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2005 et 2015..... page 29

Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2015...page 32

RESUME

L'environnement économique et financier international, au cours de l'année 2015, a été marqué par la volatilité des marchés financiers et la baisse des cours des matières premières de base, qui ont induit un rythme de progression de l'activité économique mondiale moins soutenu que prévu. Globalement, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), établies en octobre 2016, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,2% en 2015 contre 3,4% en 2014.

Dans les pays industrialisés, la croissance économique s'est légèrement accélérée, soutenue par les politiques monétaires accommodantes des banques centrales, l'amélioration des conditions financières et la baisse des prix du pétrole. Selon le FMI, le taux de croissance est estimé à 2,1% en 2015, contre 1,8% en 2014.

Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique s'est affaiblie en 2015. Elle a été affectée par le ralentissement de l'économie chinoise, la volatilité des marchés financiers, la persistance des tensions géopolitiques et l'impact négatif de la baisse des cours des matières premières pour les pays exportateurs. Selon les estimations du FMI, le produit intérieur brut des économies émergentes et en développement a augmenté de 4,0% en 2015, contre 4,6% l'année précédente.

En Afrique subsaharienne, la croissance a décéléré pour s'établir à 3,4% en 2015, après 5,0% en 2014, sous l'effet de la baisse des prix des produits de base qui a pesé sur les grandes économies de la région, notamment l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigeria.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le produit intérieur brut est ressorti en augmentation de 7,0% en 2015, après une progression de 6,5% en 2014. La croissance économique de la zone a été impulsée par l'augmentation de la production manufacturière, soutenue par l'accroissement de l'offre d'énergie, et le dynamisme de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » (BTP), consécutif à la poursuite des investissements publics et privés dans la plupart des Etats membres de l'UEMOA.

Au plan national, les réalisations de l'année 2015 font ressortir une décélération du rythme de l'activité économique, avec un taux de croissance réelle du PIB de 3,5% en 2015 contre 7,0% en 2014, à la faveur d'une campagne agricole moins favorable que la précédente.

La situation économique a été également marquée par la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2015), la gestion du contexte sécuritaire régional et la poursuite du Programme Économique et Financier (2012-2014), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI.

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2015 s'est traduite par des recettes et des dépenses totales respectives de 990,1 milliards et 1.581,9 milliards. Il en résulte un déficit global, base engagements, de 591,8 milliards contre 549,6 milliards à la même période de l'année 2014. Dons compris, le déficit budgétaire ressort à 380,8 milliards à fin décembre 2015.

L'évolution de la situation monétaire au cours de l'année 2015 s'est traduite par une contraction des avoirs extérieurs nets et une expansion des crédits intérieurs et de la masse monétaire.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 132,6 milliards contre un excédent de 181,4 milliards enregistré en 2014.

Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est accentué, en passant de 645,3 milliards en 2014 à 878,7 milliards en 2015.

Cette évolution résulte d'une dégradation des soldes des biens, des services et du revenu primaire, partiellement compensée par une amélioration du solde du revenu secondaire.

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, a connu une dégradation de 11,0%, passant de -648,3 milliards en 2014 à -577,3 milliards en 2015, imputable aux investissements directs étrangers et aux autres investissements.

INTRODUCTION GENERALE

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international, au cours de l'année 2015, a été marqué par la volatilité des marchés financiers et la baisse des cours des matières premières de base, qui ont induit un rythme de progression de l'activité économique mondiale moins soutenu que prévu.

La croissance a poursuivi son ralentissement dans les pays émergents et en développement, tandis que les pays avancés ont connu une reprise modérée. Globalement, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), établies en juillet 2016, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,2% en 2015 contre 3,4% en 2014.

Dans les pays industrialisés, la croissance économique s'est légèrement accélérée, soutenue par les politiques monétaires accommodantes des banques centrales, l'amélioration des conditions financières et la baisse des prix du pétrole. Selon le FMI, le taux de croissance est estimé à 2,1% en 2015, contre 1,8% en 2014.

Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique s'est affaiblie en 2015. Elle a été affectée par le ralentissement de l'économie chinoise, la volatilité des marchés financiers, la persistance des tensions géopolitiques et l'impact négatif de la baisse des cours des matières premières pour les pays exportateurs. Selon les estimations du FMI, le produit intérieur brut des économies émergentes et en développement a augmenté de 4,0% en 2015, contre 4,6% l'année précédente.

En Afrique subsaharienne, la croissance a décéléré pour s'établir à 3,4% en 2015, après 5,0% en 2014, sous l'effet de la baisse des prix des produits de base qui a pesé sur les grandes économies de la région, notamment l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigeria.

S'agissant des produits de base, leurs cours se sont, pour la plupart, orientés à la baisse, en raison d'une demande mondiale atone, en relation avec le ralentissement de la croissance dans les pays émergents, en particulier la Chine, et de l'appréciation du dollar. Les indices calculés par le FMI indiquent, en moyenne annuelle, un repli des prix des produits énergétiques de 44,8%, de ceux des produits industriels de 19,5% et des produits alimentaires de 17,2%. En particulier, le cours moyen du baril de Brent s'est établi en moyenne à 53 dollars, contre près de 100 dollars en 2014, soit un repli de 47,2%. Cette chute des cours est liée principalement à l'excès de l'offre de pétrole brut sur le marché du fait notamment de l'afflux du pétrole de schiste en provenance des Etats-Unis et de l'abandon du système de quotas régulateur de production par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

De même, les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont évolué à la baisse sur une base annuelle, à l'exception de ceux du cacao et de la noix de

cajou qui ont enregistré des hausses. Les baisses les plus significatives concernent l'huile de palme (-24,3%), le coton (-15,0%), le café robusta (-12,8%) et l'or (-8,4%).

2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UEMOA

L'activité économique au sein de l'Union est demeurée résiliente, en dépit de la morosité de la conjoncture internationale, consécutive à la persistance du ralentissement dans les grands pays émergents, notamment en Chine, au Brésil et en Russie. Au plan intérieur, elle a bénéficié d'un climat sociopolitique en amélioration.

Dans ce contexte, le produit intérieur brut de l'Union est ressorti en augmentation de 7,0% en 2015, après une progression de 6,5% en 2014. La croissance économique de l'UEMOA a été impulsée par l'augmentation de la production manufacturière, soutenue par l'accroissement de l'offre d'énergie, et le dynamisme de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » (BTP), consécutif à la poursuite des investissements publics et privés dans la plupart des Etats membres de l'Union.

Elle a également résulté de la progression de la production agricole au cours de la campagne 2015/2016 et de l'essor de l'activité des services, en raison de la vulgarisation de nouveaux produits, notamment dans le domaine des télécommunications et du développement de la finance numérique, incarnée par le « mobile banking ».

L'inflation, quant à elle, a été orientée à la hausse en 2015, tout en restant dans les limites compatibles avec la stabilité des prix. Le taux d'inflation en moyenne dans l'Union s'est établi à 1,0% en 2015 contre une réalisation de -0,1% l'année précédente. Le relèvement du niveau général des prix à la consommation en 2015 est imputable principalement aux produits alimentaires locaux, notamment les légumes, les céréales, les tubercules et les produits de la pêche.

3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

Au plan national, après la performance enregistrée en 2014 avec 7%, la croissance économique ralentirait pour ressortir à 3,5% en 2015, en raison d'une campagne agricole moins favorable que la précédente, en dépit de la poursuite de l'exécution des programmes de l'Initiative 3N, notamment les remises à niveau des aménagements hydroagricoles existants et l'augmentation des superficies emblavées.

La situation agricole serait affectée par la faible progression de la production agricole suite à une installation tardive de la campagne agricole, malgré la vulgarisation des nouvelles variétés semencières et l'adoption des techniques innovantes de production (vulgarisation des engrais chimiques et des tracteurs) ainsi que de l'amélioration de l'efficacité des investissements agricoles et pastoraux.

La situation économique a été également marquée par la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Développement Économique et Social (PDES 2012-2015), la gestion du contexte

sécuritaire régional, la poursuite du Programme Économique et Financier (2012-2014), appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI, et les mesures de politique économique prises par le Nigeria.

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2015 s'est traduite par des recettes et des dépenses totales respectives de 990,1 milliards et 1.581,9 milliards. Il en résulte un déficit global, base engagements, de 591,8 milliards contre 549,6 milliards à la même période de l'année 2014. Dons compris, le déficit budgétaire ressort à 380,8 milliards à fin décembre 2015.

L'essentiel des ressources budgétaires provient des recettes fiscales recouvrées par les deux régies financières, la Direction Générale des Douanes (DGD) au titre de la fiscalité de porte (411,6 milliards) et la Direction Générale des Impôts (DGI) à travers les taxes sur biens et services (414,1 milliards), l'impôt sur les revenus (162,9 milliards) et les autres recettes fiscales (60,0 milliards). Les recettes non fiscales et celles des comptes spéciaux ont atteint 82,0 milliards. Les exonérations fiscales atteignent 223,0 milliards. Quant aux dépenses publiques, elles sont composées de 641,5 milliards de dépenses au titre des charges courantes et de 918,6 milliards au titre des investissements.

De ce qui précède, le déficit budgétaire global hors dons, base caisse, ressort à 600,8 milliards (soit 14,2% du PIB) contre 549,6 milliards (12,1% du PIB) un an plus tôt. Dons compris, il est estimé à 389,8 milliards (9,2% du PIB), en détérioration de 62,4 milliards par rapport à 2014. Ce gap a été résorbé grâce à la mobilisation de 136,6 milliards de financement extérieur et à un financement intérieur de 253,2 milliards, dont bancaire pour 124,0 milliards et secteur privé pour 129,2 milliards. Le financement intérieur reflète essentiellement les émissions de bons du Trésor pour 113,5 milliards et celles des obligations du Trésor pour un montant de 119,8 milliards, effectuées 2015.

L'évolution de la situation monétaire au cours de l'année 2015 s'est traduite par une contraction des avoirs extérieurs nets et une expansion des crédits intérieurs et de la masse monétaire.

Le niveau des crédits intérieurs s'est accru de 191,5 milliards de FCFA, ou +38,4% en variation relative par rapport au mois de décembre 2014, pour ressortir à 690,0 milliards de FCFA. Cette évolution résulte d'une dégradation de la Position Nette du Gouvernement de 116,0 milliards de FCFA et d'une augmentation des crédits à l'économie de 75,5 milliards de FCFA. La PNG s'est située à +40,9 milliards à fin décembre 2015 contre -75,1 milliards de FCFA à fin décembre 2014, en liaison avec la baisse des créances de l'État de 41,9 milliards de FCFA et la hausse de ses engagements vis à vis du secteur bancaire de 74,1 milliards de FCFA.

Parallèlement, les crédits à l'économie ont augmenté de 13,2%, pour se situer à 649,1 milliards de FCFA à fin décembre 2015, en raison de la hausse du stock de tous les types

de crédit. La remontée des avances s'explique par les décaissements nets reçus par tous les secteurs d'activité hormis ceux des mines et BTP. La hausse des crédits à moyen et long termes est en phase avec les concours nets octroyés essentiellement à des sociétés minières et de distribution pétrolière ainsi qu'à des entreprises de commerce.

En ligne avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 40,6 milliards de FCFA par rapport au mois de décembre 2014, ou 3,6% en valeur relative, pour se situer à 1.153,2 milliards de FCFA à fin décembre 2015. Cette situation est consécutive à la hausse de la circulation fiduciaire de 31,0 milliards de FCFA et celle des dépôts en banque de 9,6 milliards de FCFA.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 132.646 millions en 2015 contre un excédent de 181.363 millions enregistrés en 2014. L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2005 à 2015 fait apparaître les évolutions suivantes :

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements

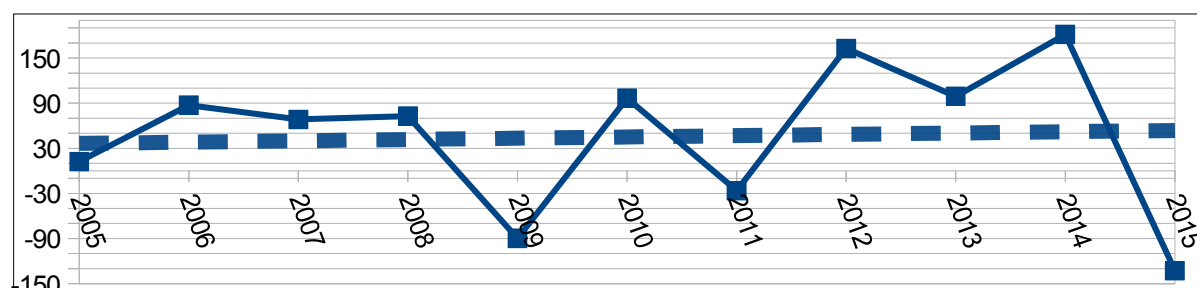
(Montants en millions de FCFA)

Année	Solde
2005	12 400
2006	87 283
2007	68 351
2008	72 696
2009	-89 754
2010	96 588
2011	-28 074
2012	162 685
2013	99 053
2014	181 363
2015	-132 646

Source : BCEAO

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger reste fortement dépendante des chocs internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques. Il faudra également ajouter les facteurs externes, tels que les cours des produits miniers, pétroliers et alimentaires sur le marché international, ainsi que la volatilité des appuis financiers extérieurs.

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger entre 2005 et 2015



Source : BCEAO

La description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG) du Niger entre 2014 et 2015 est présentée dans les sections suivantes.

I. COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2015 sont présentés en annexes 1.1 et 1.2. Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est accentué, en passant de 645.307 millions en 2014 à 878.669 millions en 2015, comme l'indique le tableau 2, ci-après.

Cette évolution résulte d'une dégradation des soldes des biens, des services et du revenu primaire, partiellement compensée par une amélioration du solde du revenu secondaire.

Le ratio du déficit courant, hors dons, rapporté au PIB s'est accru de 5,0 points de pourcentage (pp) pour ressortir à 22,5% en 2015 contre 17,5% en 2014. Cette évolution traduit pour l'essentiel les importations massives des biens d'équipement et intermédiaires dans le cadre des grands chantiers de construction d'infrastructures, notamment les routes, les salles de classe, le deuxième échangeur de Niamey, les logements privés, les hôtels ainsi que les travaux de la boucle ferroviaire.

Tableau 2 : Evolution des transactions courantes

(Montants en millions de FCFA)

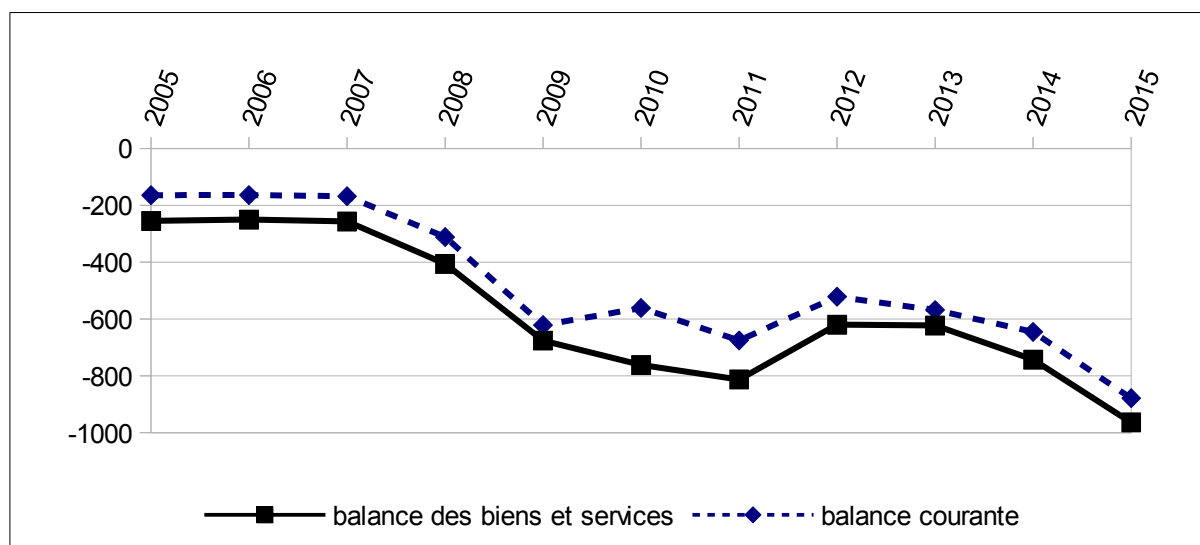
Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Biens et services	-813 059	-620 297	-622 991	-742 833	-963 765
Biens	-435 046	-235 165	-212 266	-367 896	-525 406
Services	-378 013	-385 132	-410 725	-374 937	-438 359
Revenu primaire	-24 100	-69 103	-91 267	-75 011	-90 479
Revenu secondaire	161 891	167 800	145 977	172 537	175 575
Solde du compte courant	-675 268	-521 600	-568 281	-645 307	-878 669
Solde du compte courant (hors dons)	-731 768	-614 701	-622 092	-713 207	-955 297
PIB Nominal	3 024 270	3 544 186	3 788 275	4 076 606	4 241 524
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-24,2%	-17,3%	-16,4%	-17,5%	-22,5%

Source : BCEAO

Les soldes de la balance des biens et services et celui des transactions courantes présentent une évolution parallèle, comme l'illustre le graphique 2 ci-dessous.

Cette corrélation traduit pour l'essentiel l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger. Toutefois, un décrochage est observé entre 2009 et 2010, en raison de l'accroissement de la consommation des autres services par les entreprises résidentes tels que les services de télécommunication, d'informatique et de construction, induit par le regain d'activités dans les secteurs minier, pétrolier, de télécommunications et des bâtiments et travaux publics. A partir de 2011, les deux séries ont retrouvé leur évolution d'avant le choc de 2009.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante entre 2005 et 2015 (montants en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

Encadré 1 : Bilan de mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social

Le Plan de Développement Economique et Social (PDES 2012-2015) était bâti sur cinq (5) axes stratégiques à savoir : (i) la consolidation de la crédibilité et de l'efficacité des institutions publiques, (ii) la création des conditions de durabilité d'un développement équilibré et inclusif, (iii) la sécurité alimentaire et un développement agricole durable, (iv) la promotion d'une économie compétitive et diversifiée pour une croissance accélérée et inclusive et (v) la promotion du développement social.

Son orientation porte sur l'affermissement des fondements de l'économie nationale et le renforcement de son potentiel à réaliser un rythme de croissance accéléré, à même de répondre au double objectif d'amélioration du revenu et de création d'emplois, et de consolidation d'un développement durable.

Sur le plan institutionnel, la mise en œuvre du PDES a permis l'installation de l'ensemble des Institutions républicaines prévues par la Constitution.

Au niveau sécuritaire, il a été relevé une action forte et constante en faveur du renforcement des capacités du dispositif national de défense et de sécurité. Les capacités matérielles et financières des Forces de défense et de sécurité ont été considérablement renforcées. A cet effet, des patrouilles mixtes régionales et départementales ont été organisées avec plus de 800 véhicules qui sillonnent quotidiennement le territoire national.

Parallèlement, 4 opérations lourdes ont été organisées (Zarmaganda, Inga, Maï Dounama et Mali Béro) pour sécuriser les frontières nationales. En plus, des contingents nigériens ont été envoyés sur les théâtres internationaux de maintien de la paix. Ces actions ont occasionné une plus grande prise en main des questions sécuritaires et permis d'assurer un climat de paix et de sécurité sur l'ensemble du territoire.

Le bilan économique de la mise en œuvre du PDES a été marqué par des chocs exogènes divers, notamment l'appréciation du dollar US, la chute des prix du pétrole et des autres matières premières sur les marchés internationaux, le décalage de l'exploitation de la mine de Imouraren, les difficultés dans la poursuite du barrage de Kandadji (ayant entraîné la résiliation du contrat avec la société russe ZVS) et les aléas climatiques. La conduite de l'activité économique a été fortement impactée par la gestion du contexte sécuritaire et la guerre contre Boko Haram.

En dépit de ces obstacles, des efforts ont été enregistrés en matière de gouvernance économique par la planification des investissements, la gestion de l'aide au développement et l'amélioration de la gestion des finances publiques.

Le cadre macroéconomique, stabilisé et consolidé, a permis d'enregistrer un taux de croissance moyen de 6%, en dépit des obstacles susmentionnés, contre un objectif de 7% sur la période.

Cette création de richesses s'est déroulée dans un environnement de stabilité de prix avec un taux d'inflation maintenu en deçà de 3% par an. En vue de promouvoir les investissements, les actions entreprises ont permis de rendre le Niger plus attractif pour les investisseurs publics et privés. Il s'agit principalement de l'adoption d'une loi instituant le principe du Partenariat Public-Privé, la révision du code des investissements et des lois pétrolières et minières pour les rendre plus compétitifs ainsi que l'organisation de plusieurs tables rondes de financement.

La relance de l'économie s'est également opérée à travers des actions et mesures prises visant la promotion des secteurs des mines, de l'industrie, du tourisme, hôtellerie et artisanat, des transports, des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de la promotion du secteur privé par l'amélioration du climat des affaires.

Après le défi sécuritaire, le défi de la sécurité alimentaire a fait également l'objet de la plus grande attention du Gouvernement durant la période. Cette initiative a permis l'augmentation de la production céréalière et irriguée ainsi que l'amélioration du rendement et de l'exploitation du cheptel

Les réalisations au titre de l'accès à l'eau potable pour tous, à travers la réhabilitation et la construction d'ouvrages hydrauliques urbains, ruraux et pastoraux, ont permis au Niger d'atteindre l'objectif du millénaire en matière de desserte en eau potable, dont le taux estimé à 88% en 2015 est supérieur à la norme internationale de 82,5%.

Au niveau des infrastructures, il est noté la réhabilitation et l'aménagement de routes bitumées y compris les routes rurales et les voiries urbaines, le démarrage du projet de la boucle ferroviaire, la réhabilitation et la réalisation des infrastructures de transport aeroportuaires.

Au niveau de l'énergie, des efforts ont contribué à une amélioration du taux d'accès à l'énergie électrique, une amélioration de la distribution électrique rurale et une réduction de coûts de l'énergie.

Source : Bilan de mise en œuvre du PDES 2012-2015

1.1. Balance commerciale de biens

La tendance persistante à la dégradation du solde commercial s'est poursuivie en 2015, après la relative stabilité observée en 2012 et 2013, (cf. graphique 3). Le déficit de la balance commerciale, qui était de 367.896 millions en 2014, s'est aggravé pour atteindre 525.406 millions en 2015.

Le ratio du déficit commercial au PIB épouse la même dynamique, en passant de 9,0% en 2014 à 12,4% en 2015. Les développements se rapportent aux données ajustées, qui assurent une meilleure couverture du commerce extérieur et reflète mieux l'orientation des échanges.

Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale entre 2005 et 2015

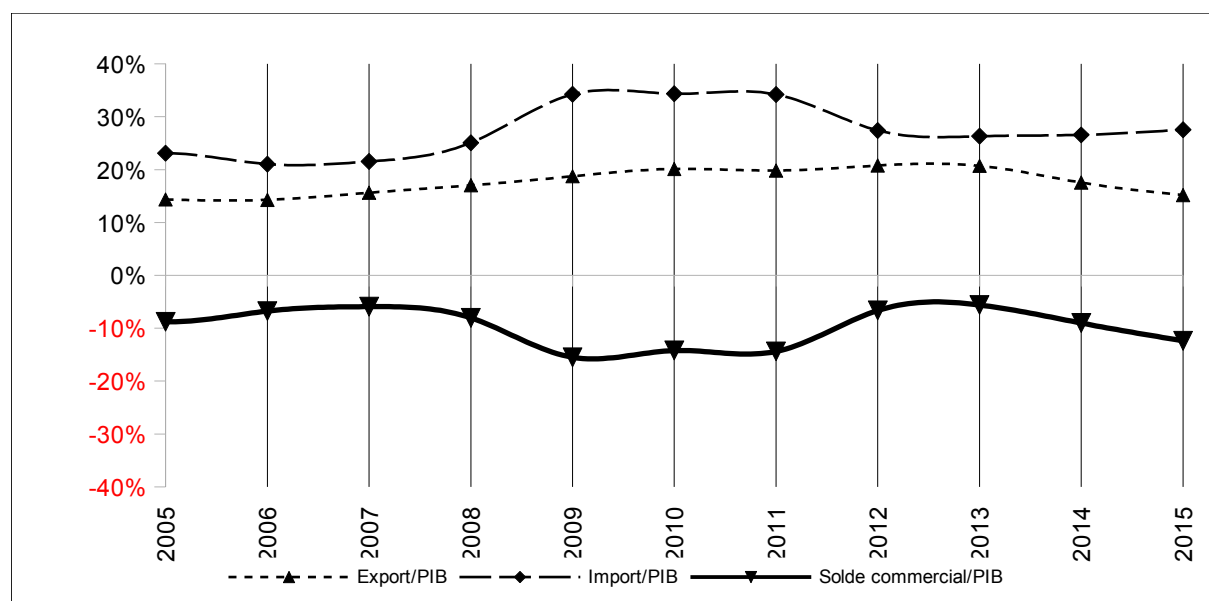


Source : BCEAO

La détérioration du déficit commercial entre 2014 et 2015 résulte de l'accroissement des importations (+85.521 millions), conjugué à une chute des exportations (-71.989 millions ou -10,1%). En effet, les importations ont augmenté de 7,9%, tirées principalement par les achats de biens d'équipement et intermédiaires. Cette évolution est sous-tendue par la poursuite des grands travaux dans les domaines routier, énergétique, ferroviaire et des BTP. Parallèlement, les expéditions du pétrole raffiné se sont contractées de 38,0% pour se situer à 88.730,0 millions contre 143.198,0 millions en 2014, imputable à la baisse du cours du pétrole sur le marché international, ayant occasionné une réorientation des achats des produits pétroliers par certains pays voisins clients du Niger. En revanche, les exportations d'or ont connu une progression de 13,8% pour atteindre 24.724 millions, suite à l'augmentation de la production. Les ventes d'uranium ont, quant à elles, stagné en passant de 240.529 millions en 2014 à 240.762,0 millions en 2015.

En conséquence, le taux de couverture des importations FOB par les exportations est ressorti à 55,0% en 2015 contre 66,0% un an plus tôt. Le graphique 4 présente l'évolution des ratios de la balance commerciale.

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2005 et 2015



Source : BCEAO

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Le tableau 3 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

Il en ressort un montant total des exportations de 643.158 millions en 2015 contre 715.147 millions en 2014, soit une baisse de 10,1% imputable principalement à la rubrique « marchandises générales ». Cette contre-performance provient notamment de la contraction des expéditions du pétrole raffiné et de certains produits agropastoraux, malgré

l'amélioration des ventes d'or. S'agissant des exportations d'uranium, elles se sont établies à 240.762,0 millions en 2015 contre 240.529 millions en 2014, en liaison avec la hausse du volume exporté atténuée par la baisse du prix entre 2014 et 2015.

Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens

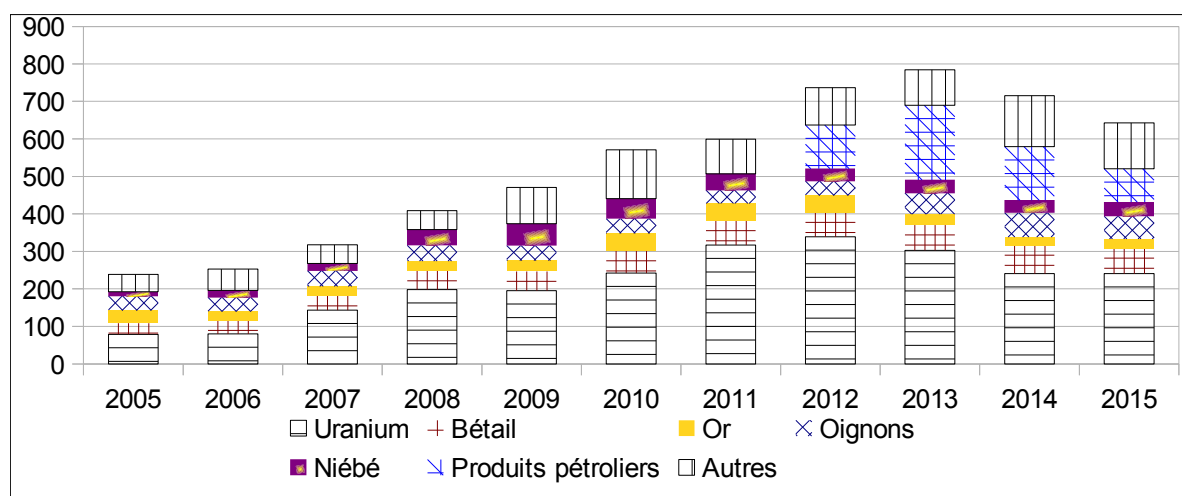
(Montants en millions de F CFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	553 371	690 976	754 905	693 417	618 322
- Uranium	317 091	338 714	302 788	240 529	240 762
- Pétrole raffiné		116 627	198 900	143 198	88 730
- Produits agropostoraux	143 831	136 589	158 180	174 125	166 152
- Autres produits	92 449	99 046	95 037	135 565	122 678
<i>Dont réexportations</i>	46 443	64 549	71 931	105 300	97 954
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	16	55	0	0	0
Or non monétaire	46 067	45 330	29 704	21 730	24 836
Total exportations de biens	599 454	736 361	784 609	715 147	643 158

Source : BCEAO

L'évolution des exportations des principaux produits est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits miniers (uranium et or), des produits pétroliers et des produits agropastoraux (bétail, oignon et niébé) ensuite.

Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2005 et 2015



Source : BCEAO

Encadré 2: L'exploitation pétrolière au Niger en 2015

L'exploitation pétrolière au Niger a démarré avec l'inauguration officielle de la SORAZ le 28 novembre 2011. En effet, le Niger a signé le 02 juin 2008 un Contrat de Partage de Production (CPP) avec la CHINA National Oil and Gas Development and Exploration Corporation (CNODC), en vue de la mise en exploitation de ses réserves pétrolières au niveau du bloc d'Agadem. A cet effet, la CNODC a réalisé, entre 2008 et 2011, des forages sur le site pétrolier d'Agadem (région de Diffa) et construit une raffinerie dans la région de Zinder ainsi que le pipeline d'alimentation de la raffinerie d'Agadem à Zinder, long de 462,5 Km. La CNODC a créé deux sociétés de droit nigérien, la CNPC-NP et la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ). La production de pétrole brut est assurée par la CNPC-NP, dont le capital est entièrement souscrit par la CNODC. Quant à la SORAZ, son capital est détenu à hauteur de 40% par l'État du Niger et de 60% par la CNODC.

Le volume de ces investissements réalisés en amont (champs pétroliers et pipeline) à la date du 31 décembre 2011 a été officiellement évalué à 1.758.238.178 dollars US.

Par ailleurs, des contrats lient, d'une part, la SORAZ et la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP), chargée de la commercialisation du pétrole raffiné, et d'autre part, la SORAZ et la CNPC, qui a le monopole de la production du brut.

Le taux de raffinage tourne autour de 18.000 barils/jour et la consommation intérieure ne dépasse guère les 10.000 barils/jour, le reste étant exporté par la SONIDEP. Ainsi, les ventes à l'extérieur (y compris les réexportations liées à l'avitaillement des avions étrangers) sont passées de 116,6 milliards en 2012 à 198,9 milliards et 143,2 milliards respectivement en 2013 et 2014. Ces chiffres ressortent à 88,7 milliards en 2015, imputables à la baisse du cours du pétrole.

L'exploitation pétrolière a, en outre, permis de baisser considérablement les importations du Niger en produits pétroliers et a induit une baisse du prix des hydrocarbures à la pompe.

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

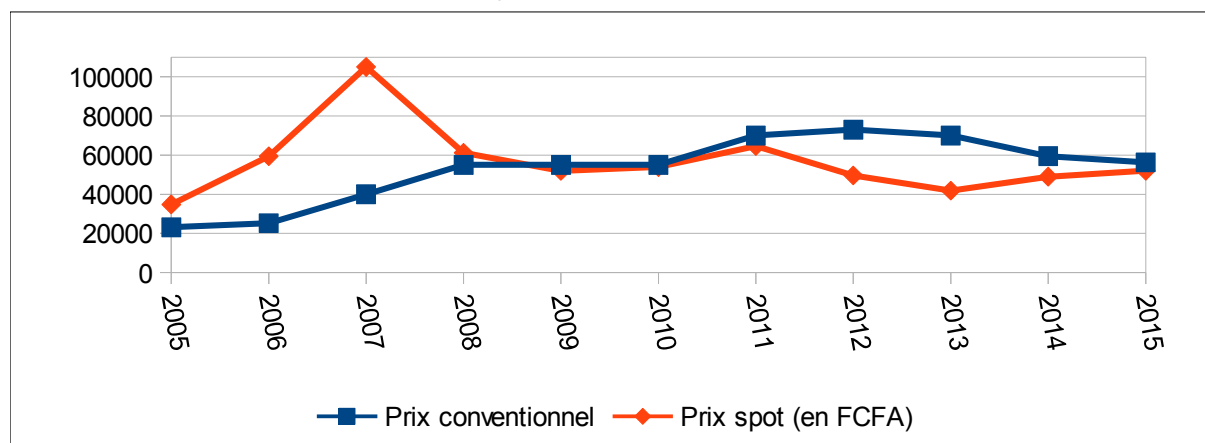
1.1.1.2.1. Uranium

Le volume d'uranium exporté par les sociétés minières s'est situé à 4.334,0 tonnes en 2015 contre 4.098,9 tonnes en 2014. Les expéditions des filiales d'Areva au Niger, à savoir la Société des Mines de l'Air (SOMAÏR) et la Compagnie Minière d'Akouta (COMINAK), ont porté respectivement sur 2.100,0 tonnes et 1.214,0 tonnes en 2015. Celles pour le compte de la Société de Patrimoine de Mine du Niger (SOPAMIN) se sont établies à 1020,0 tonnes contre 458 tonnes un an plus tôt. En revanche, la Société de Mine de l'Azelik (SOMINA) n'a enregistré aucune vente à l'étranger en 2015, suite à l'arrêt de la production. Quant au prix conventionnel du kilogramme, il est passé de 59.427 FCFA en 2014 à 51.253 FCFA en 2015 (soit une baisse de -13,8%), en liaison avec l'évolution du cours international de ce produit.

Ainsi, en valeur, les exportations de la SOMAÏR ont atteint 107.631 millions et celles de la COMINAK 63.398 millions. Pour la SOPAMIN les ventes s'élèvent à 69.733 millions.

En liaison avec ces évolutions, les exportations totales en valeur d'uranium se sont établies à 240.762 millions en 2015, après 240.529 millions enregistrés en 2014, soit une légère hausse de 0,1% résultant de l'accroissement du volume d'uranate exporté et de la baisse du prix du kg d'uranium.

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 2005 et 2015



Source : BCEAO

1.1.1.2.2. Pétrole

La Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), dont la capacité de raffinage est de 20.000 barils/jour mais qui raffine actuellement 18.000 barils/jour, assure la production des produits pétroliers depuis novembre 2011, qui est répartie entre la consommation intérieure et les exportations. Ainsi, depuis 2012, le Niger a commencé à exporter des produits pétroliers (essence, gazoil et gaz butane) à destination principalement des pays de la sous région.

Les expéditions des produits pétroliers, y compris l'avitaillement des aéronefs étrangers, se sont ainsi établies à 88.730 millions en 2015 contre 143.198 millions en 2014. Cette situation est imputable aux difficultés d'organisation de la filière, à la chute du cours du pétrole sur le marché international induisant une baisse de compétitivité prix ainsi qu'aux travaux de maintenance de la SORAZ. Le volume exporté a ainsi connu une chute de 3,1% en 2015.

1.1.1.2.3. Or

Au titre de l'année 2015, les exportations de l'or industriel se sont traduites par une hausse de la production, après la reprise timide des activités de la SML observée en 2014 suite à l'arrêt momentanée intervenu en 2013. Ainsi, la quantité d'or produite par la SML a progressé de 31,4% pour se situer à 877,5 kg en 2015 contre 667,8 kg en 2014. Le volume exporté s'est également inscrit en hausse en passant de 642,8 kg en 2014 à 875 kg en 2015. Le prix moyen de vente s'est situé en moyenne à 1.174,0 dollars l'once. Dans ces conditions, les expéditions de l'or industriel passent de 12.999 millions en 2014 à 19.370,0 millions en 2015.

S'agissant de l'or orpaillé, les expéditions se sont établies 5.466 millions en 2015 contre 8.731,0 millions en 2014. Les résultats de 2014 sont liés à la découverte des nouveaux sites aurifères dans les plateaux du Djado dans le Nord du pays.

Dans ces conditions, les exportations totales d'or en valeur ressortent à 24.836 millions en 2015 contre 21.730 millions l'année précédente, soit une hausse de 14,3%.

1.1.1.2.4. Bétail

Les exportations du bétail ont connu en 2015 un recul de 10,4% en valeur pour s'établir à 67.764 millions, en raison d'une pluviométrie moins bonne que la précédente ayant affecté la disponibilité du fourrage. Ces résultats, conjugués à la baisse de la Naira, ont eu un effet sur la qualité des présentations et la compétitivité du bétail nigérien, exporté principalement vers le Nigeria.

1.1.1.2.5. Oignons

La valeur totale des exportations d'oignon ressort à 60.758 millions en 2015 contre 65.226 millions en 2014, suite à la baisse de la production en lien avec la baisse de la pluviométrie observée lors de la campagne agricole 2015/2016, tempérée par les effets induits de l'initiative 3N, notamment les remises à niveau des aménagements hydroagricoles existants,

l'augmentation des superficies emblavées et l'utilisation plus importante de matériel et d'intrants agricoles.

1.1.1.2.6. Niébé

La valeur des exportations de niébé s'est située à 37.630 millions en 2015, en progression de 13,0% par rapport au niveau de 33.295 millions enregistré un an plus tôt, suite à une hausse de la production lors de la campagne agricole 2015/2016. En effet, la production est passée de 1.586.423 tonnes en 2014 à 1.668.023 tonnes pour l'année sous revue, imputable à la maîtrise d'ennemies de culture (insectes, etc.).

Le commerce du niébé est essentiellement orienté vers le Nigeria. Par ailleurs, en raison d'un important commerce informel sur ce produit et de la fraude douanière, son évaluation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles.

1.1.1.2. 7. Autres exportations

Ces exportations sont ressorties à 122.678,0 millions en 2015 contre 135.565 millions en 2014, soit une baisse de 9,5%, suite à une chute des réexportations de marchandises de 7,0%. En effet, les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, riz paddy, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.).

L'annexe 1.7 présente l'évolution des exportations ajustées de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles et des ajustements opérés.

Le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations² est ressorti à 5,7%, en hausse de 140 points de base par rapport à son niveau de 2014. Il est largement en dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 20%.

Tableau 4 : Evolution du service de la dette sur les exportations ajustées de marchandises générales
(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations totales ajustées	599 454	736 361	784 609	715 147	643 158
Service de la dette	19 855	19 856	23 189	30 542	36 719
Service de la dette/Exportations	3,3%	2,7%	3,0%	4,3%	5,7%

Source : BCEAO

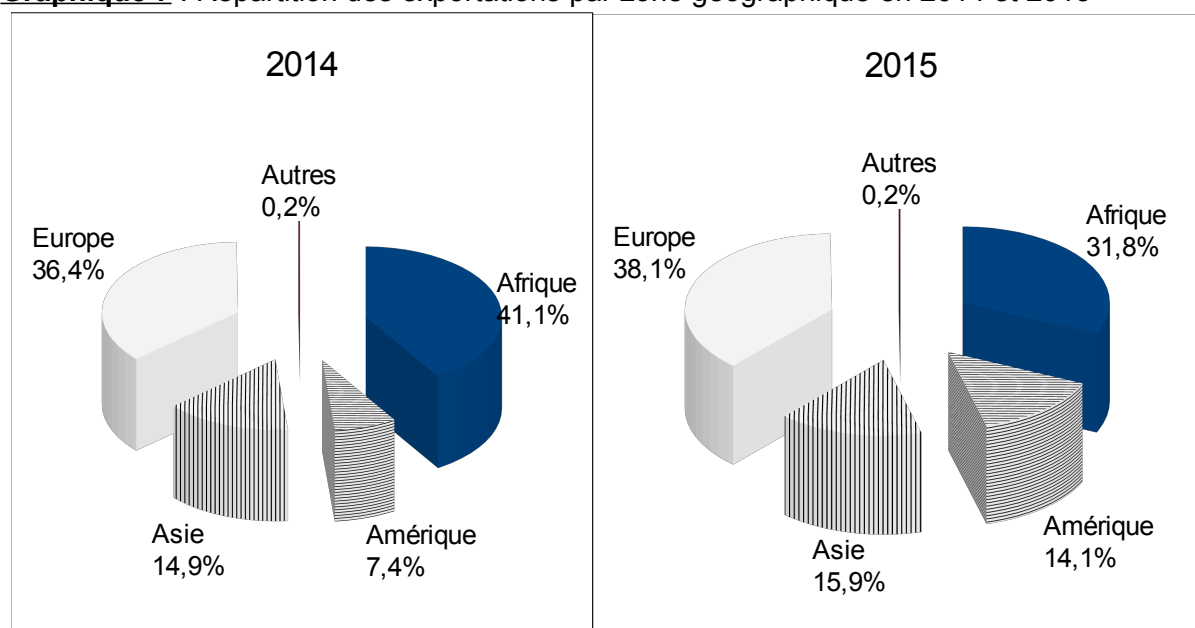
1.1.1.3. Orientation géographique des exportations

L'analyse des données du tableau 1.9, présenté en annexe, fait ressortir une nette diminution de la part des exportations à destination de l'Afrique, sous l'effet de la baisse des expéditions pétrolières.

² Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations qui sera absorbée par le service de la dette. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.

Néanmoins, l'Europe devient le premier marché à l'exportation du Niger en 2015 en absorbant 38,1% de ses ventes contre 36,4% l'année précédente, suivie de l'Afrique (31,8%), de l'Asie (15,9%) et de l'Amérique (14,1%), comme l'indique le graphique 7 suivant.

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2014 et 2015



Source : BCEAO

Le hausse de la part de l'Europe s'explique celle du volume d'or exporté en raison de la hausse de la production observée au niveau de la Société des Mines du Liptako (SML), après la lente reprise de 2014.

Quant à l'Afrique, elle occupe la deuxième place des partenaires du Niger à l'exportation, avec 31,8% des échanges contre 41,1% un an plus tôt. Cette situation est due essentiellement à la chute du cours du pétrole ayant plombé l'exportation du pétrole raffiné en direction des pays voisins.

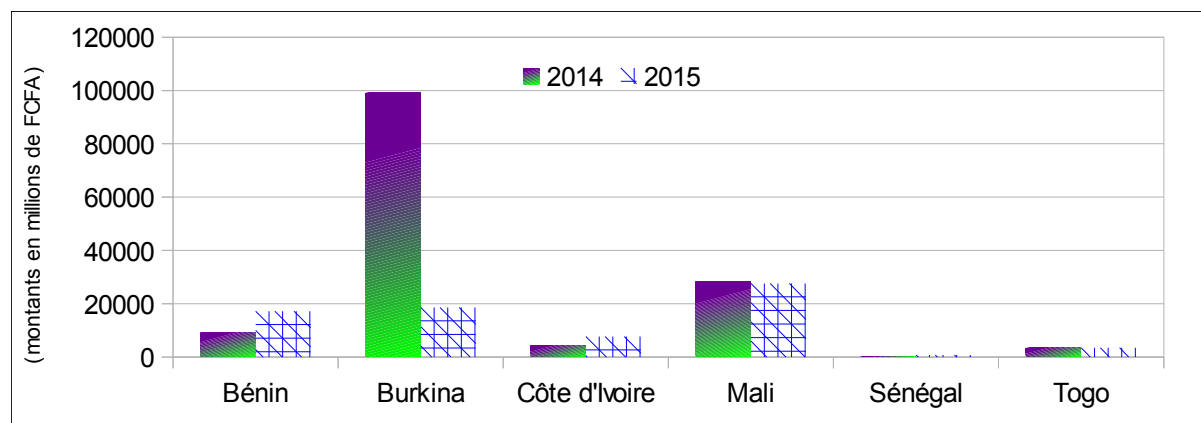
La position de l'Amérique avec 14,1% contre 7,4% millions en 2014 s'explique par les ventes de l'uranium aux États-Unis.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries³ relevées entre les pays de l'Union. Il ressort que ces pays ont accueilli 14,1% des exportations du Niger en 2015 alors que le niveau était de 23,5% en 2014. Ce repli est imputable aux produits pétroliers raffinés.

Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignons, du bétail et, surtout, du pétrole raffiné, en direction du Mali, du Burkina, du Togo et de la Côte d'Ivoire (cf. graphique 8). La chute du cours du pétrole a conduit à une réorientation des achats des produits pétroliers des autres Etats de l'Union.

³ Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, le Conseil des Ministres de l'Union a approuvé en mars 2003 la création de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Elle a démarré ses activités en 2007.

Graphique 8 : Répartition des exportations UEMOA en 2014 et 2015



Source : BCEAO

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Le tableau 5 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

Tableau 5 : Evolution des importations FOB de biens

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	1 034 500	971 526	996 875	1 082 992	1 168 494
Or non monétaire	0	0	0	1	0
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce				50	70
Total importations fob de biens	1 034 500	971 526	996 875	1 083 043	1 168 564
PIB nominal	3 024 271	3 414 269	3 788 275	4 076 606	4 241 524
Importations fob de biens /PIB	34,2%	28,5%	26,3%	26,6%	27,6%

Source : BCEAO

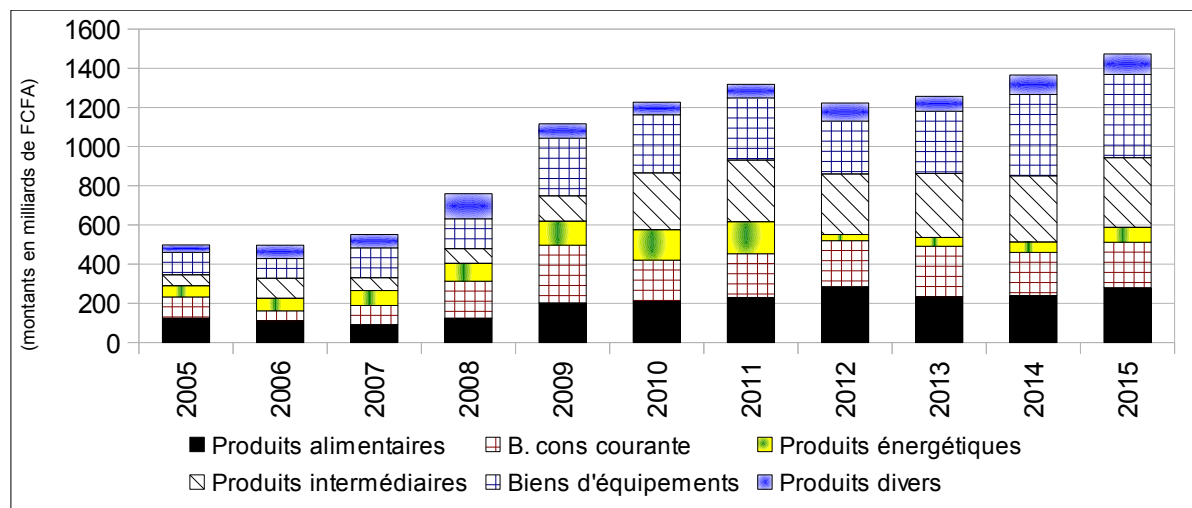
L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 8 ci-dessous, élaboré à partir des données de l'annexe 1.11.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

La décomposition de ces groupes de produits (annexe 1.11) a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens d'équipement, dont les machines et appareils (électrique et mécanique), les matériels de transport, de précision ainsi que les biens meubles, constituent le groupe prédominant, avec 28,8% du total des achats à l'extérieur en 2015, suivis des biens intermédiaires (24,2%), constitués du ciment, du fer, de l'acier et des produits chimiques. Viennent ensuite les produits alimentaires (19,0%), les biens de consommation courante (15,8%) et les autres biens (7,1%).

L'accroissement des importations des biens d'équipement et intermédiaires est en liaison avec les grands travaux notamment dans le domaine routier, ferroviaire et des BTP. A ceux-ci s'ajoutent la rénovation des principales villes du pays ainsi que l'intensification de l'électrification des zones urbaines et rurales.

Graphique 9 : Evolution des importations en valeur par groupes de produits de 2005 à 2015



Source : BCEAO

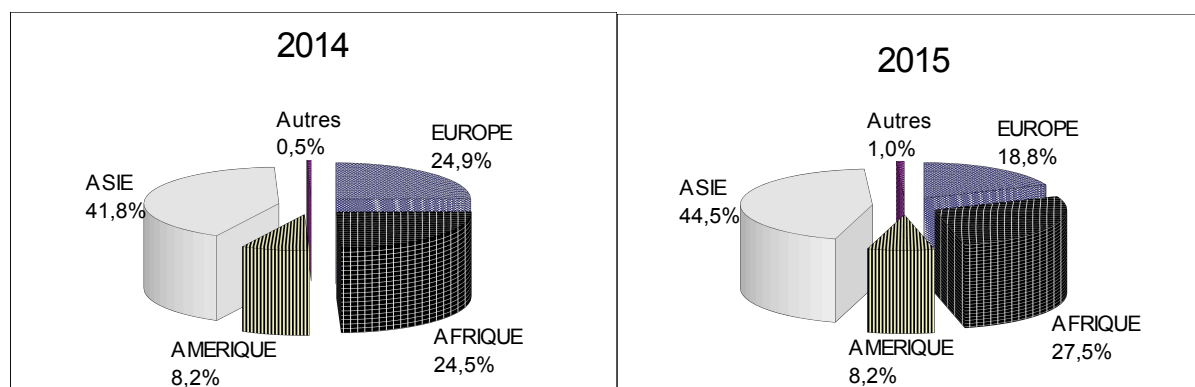
1.1.2.3. Orientation géographique des importations de biens

La zone Asie, comme l'indique l'annexe 1.12, demeure la principale source d'approvisionnement du Niger, avec 44,5% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2015 contre 41,8% un an plus tôt. Elle est suivie par l'Afrique avec 27,5% (contre 24,5% en 2014) et l'Europe avec 18,8% (contre 24,9% en 2014) des marchandises importées. Quant à l'Amérique, elle a livré 8,2% des importations du Niger.

Les produits en provenance de l'Asie sont constitués pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, du matériel de bureau, des textiles, des friperies et du thé. Les importations de produits asiatiques sont ressorties à 530.711 millions en 2015 contre 481.747 millions en 2014. Cette augmentation est essentiellement imputable au regain des importations de biens d'équipement et intermédiaires en provenance de la Chine, en lien avec les travaux de construction d'infrastructures.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel de certains produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, du matériel de télécommunications, des appareils de précision, des véhicules neufs ainsi que ceux d'occasion.

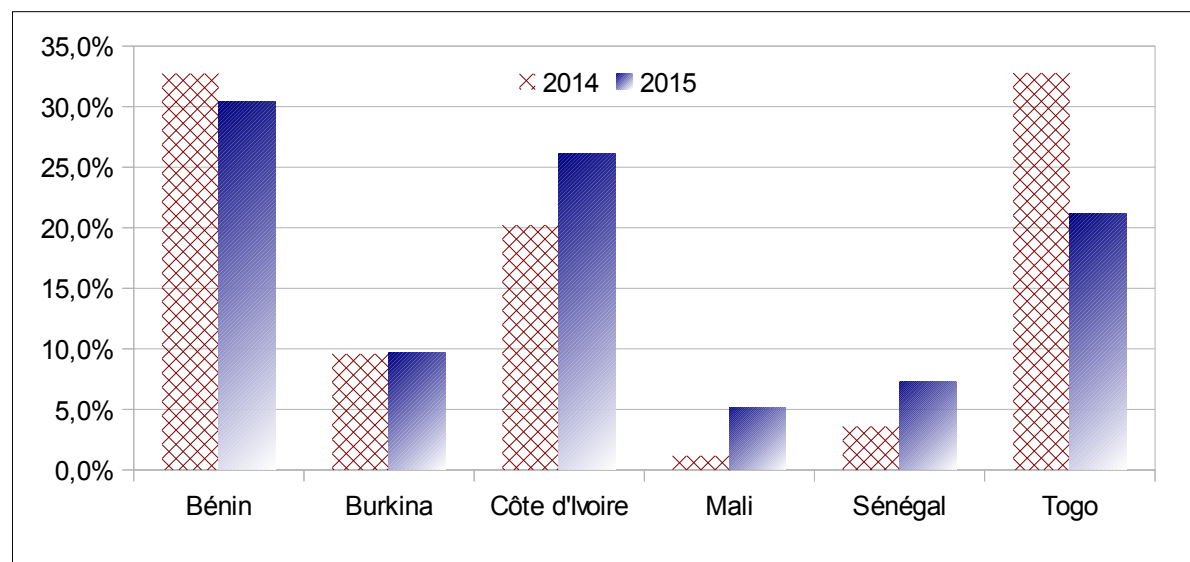
Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2014 et 2015



Source : BCEAO

Au niveau du continent africain, 63,8% des marchandises importées proviennent de la Zone UEMOA. Ces importations sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales et des fruits et légumes. Les approvisionnements en provenance des autres Etats de l'Union se sont établis à 209.610 millions en 2015 contre 181.058 millions à fin décembre 2014. Ces transactions sont dominées par le Bénin (30,4%), suivi de la Côte d'Ivoire (26,2%) et du Togo (21,2%) comme l'indique le tableau de l'annexe 1.12.

Graphique 11 : Répartition des importations en provenance de l'UEMOA en 2014 et 2015



Source : BCEAO

1.2. Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est détérioré de 16,9% pour ressortir à 438.359 millions en 2015 contre 374.937 millions en 2014. Cette situation résulte principalement des dépenses en fret et assurances induites par la hausse des importations. Le solde déficitaire des autres services, constitués notamment des services de télécommunications, d'informatique, d'information, de recherche et développement, de conseil en gestion, de réparation et des travaux de construction, s'est situé, quant à lui, à 101.748 millions. En effet, ce poste avait connu une progression de 20.922 millions entre 2015 et 2014, imputable aux travaux de construction d'infrastructures et la poursuite de l'exploration dans les domaines minier et pétrolier, modérée par les recettes de télécommunications réalisées par les compagnies de téléphonie mobile, liées notamment à l'interconnexion.

Tableau 6 : Evolution de la balance des services de 2011 à 2015

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Transport	-295 177	-292 851	-271 898	-296 541	-338 754
Voyage	5 497	6 922	5 457	2 430	2 143
Autres services	-88 333	-99 203	-144 284	-80 826	-101 748
Total balance des services	-378 013	-385 132	-410 725	-374 937	-438 359

Source : BCEAO

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire des transports s'est détérioré, passant de 296.541 millions en 2014 à 338.754 millions en 2015, imputable à l'alourdissement des dépenses nettes en fret de 302.521 millions pour l'année en cours et au transport de passagers en lien avec le transport par des compagnies aériennes étrangères des pèlerins nigériens pour le pèlerinage à la Mecque.

Tableau 7 : Evolution du poste "transports" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Transports	-295 177	-292 851	-271 898	-296 541	-338 754
- passagers	-1 438	-52 546	-15 991	-17 014	-38 051
- Fret	-270 252	-239 849	-256 060	-278 987	-302 521
- Autres	-564	-456	153	-540	1 818
Importations CAF de marchandises	-1 318 300	-1 222 045	-1 253 931	1 364 894	1 472 670
Fret/Importations CAF	20,50%	20,50%	20,50%	20,65%	20,65%

Source : BCEAO

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti à 2.143 millions en 2015 contre 2.430 millions un an plus tôt. En effet, comme l'indique le tableau 8 ci-après, le poste voyage a affiché une baisse de 287,1 millions par rapport à l'année 2014, imputable principalement aux voyages à titre professionnel, dont la balance s'est dégradée en passant de 7.551 millions en 2014 à 4.952 millions en 2015.

Tableau 8 : Evolution du poste "voyages"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Voyages	5 497	6 922	5 457	2 430	2 143
- à titre professionnel	5 236	6 456	4 823	7 551	4 952
- à titre personnel	261	466	634	-5 121	-2 809

Source : BCEAO

1.2.3. Autres Services

L'examen du Tableau 9 ci-dessous fait ressortir un solde déficitaire de 101.748 millions en hausse par rapport au niveau de 80.826 millions atteint en 2014, imputable essentiellement aux travaux de construction d'infrastructures lancés et aux services d'entretien sur des biens reçus au cours de l'année 2015.

Tableau 9 : Évolution du poste "Autres services" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-1 638	-13 319	-16 994	-5 950	-11 311
Travaux de construction	-84	-50 126	-62 068	-61 301	-68 968
Services d'assurance et de retraite	-4 304	-973	-210	-5 793	-5 702
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-80 621	-6 649	-18 673	12 452	11 889
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international)	-2 444	-30 783	-47 289	-24 256	-30 799
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	1 697	2 706	2 341	4 252	3 600
Divers autres services	-939	-59	-1 391	-230	-458
Total Autres services	-88 333	-99 203	-144 284	-80 826	-101 748

Source : BCEAO

Les besoins en services spécialisés ont concerné le secteur des BTP (travaux routiers, construction de l'hôpital de référence de Niamey et de la centrale à diesel de Gorou Banda), l'exploration minière et pétrolière ainsi que les télécommunications.

1.3. Compte du revenu primaire

Le solde du revenu primaire s'est dégradé de 15.468 millions pour s'établir à -90.479 millions en 2015, en liaison principalement avec la hausse des paiements d'intérêts sur la dette publique.

Les flux de revenus entre le Niger et le reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés, des revenus d'investissements, ventilés en investissements directs, intérêts dus au titre de la dette extérieure et revenus divers émanant des investissements en capital, et les autres revenus primaires.

Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire (Montants en millions de F CFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Rémunérations des salariés	12 059	13 264	10 316	8 890	9 592
Revenus des investissements	-36 159	-82 366	-101 583	-84 443	-89 739
Dont intérêts sur la dette publique	-7 410	-7 413	-8 400	-9 955	-13 300
Autres revenus primaires				542	-10 332
Revenu primaire net	-24 100	-69 103	-91 267	-75 011	-90 479

Source : BCEAO

Les revenus nets des salariés, constitués des rémunérations des organismes non-résidents versées au personnel recruté localement nettes des salaires versés par les représentations nigériennes à l'étranger et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 9.592 millions en 2015 contre 8.890 millions un an plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par le rapatriement de salaires du personnel étranger, notamment chinois.

Quant aux revenus des investissements, leur solde s'est détérioré de 5.296 millions entre 2014 et 2015, en ressortant à -89.739 millions. S'agissant des intérêts de la dette publique extérieure, ils se sont établis à 13.300 millions en 2015 contre 9.955 millions l'année précédente. Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus d'investissements de 14,8%, en progression par rapport à 2014.

S'agissant des autres revenus primaires, ils sont constitués du Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PC) et du Prélèvement Communautaire de Solidarité de l'UEMOA (PCS) dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'intégration sous-régional par application d'une taxe sur certaines importations. Les montants transférés ont atteint 10.332,0 millions en 2015.

Tableau 11 : Evolution des revenus nets des investissements (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Total des revenus des investissements	-36 159	-82 366	-101 583	-84 443	-89 739
.Revenus des investissements directs	-29 145	-59 756	-91 407	-52 690	-75 240
. Intérêts sur la dette publique extérieure	-7 410	-7 413	-8 400	-9 955	-13 300
. Autres revenus des investissements	396	-15 197	-1 776	-21 798	-1 199
Intérêts de la dette extérieure/Total des revenus des investissements	20,50%	9,0%	8,3%	11,8%	14,8%

Source : BCEAO

1.4. Compte du revenu secondaire

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les appuis budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG résidentes.

Les aides budgétaires mobilisées, provenant essentiellement de l'Union Européenne (62,3%), passent de 67.900 millions en 2014 à 76.600 millions en 2015.

S'agissant des aides en espèces et en nature reçues par l'Etat du Niger, elles sont évaluées à 17.925 millions en 2015, dont 10.365,4 millions de l'Union Européenne au titre de l'aide alimentaire.

Les transferts destinés aux ménages et aux ONG se sont établis à 81.050 millions contre 80.769 millions l'année précédente, imputables aux envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG en lien avec l'arrivée massive des réfugiés du Nigeria.

Au total, le solde du revenu secondaire s'est établi à 175.575 millions contre 172.537 millions un an plus tôt, en rapport avec l'augmentation des transferts publics notamment les aides budgétaires.

Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
- Administration publique	79 033	117 853	78 724	91 768	94 525
. dont aides budgétaires	56 500	93 101	53 900	67 900	76 600
- Autres secteurs	82 858	49 947	67 246	80 769	81 050
. dont envois de fonds des travailleurs	13 636	17 955	16 544	26 566	31 980
Total du revenu secondaire	161 891	167 800	145 970	172 537	175 575

Source : BCEAO

II - Compte de capital

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde de ce compte s'est situé à 173.913 millions en 2014 contre 184.072 millions en 2014. Ce mouvement baissier est imputable essentiellement à l'évolution du poste « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits » qui enregistre une chute de 17.126 millions par rapport à l'année 2014. En effet, contrairement à l'année 2015, l'année 2014 a connu une réception d'un bonus de signature de la part de Savannah Petroleum de 16.080 millions, relativement aux blocs R1 et R2 d'Agadem.

Les dons projets d'un montant de 156.000 millions proviennent principalement du Fonds Européen de Développement (FED), des agences des Nations Unies (notamment l'UNICEF, l'OMS, le FNUAP et le PNUD), de certains pays de l'Union Européenne, de la Chine, du Japon, de la Banque Africaine de Développement et de la Banque Mondiale, à la faveur de la poursuite de la coopération avec ces pays et institutions.

Tableau 13 : Evolution du compte de capital

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
- Transferts de capital Adm. Publ.	57 157	126 500	251 664	154 300	156 000
. Remise de dette	0	3 000	664	0	0
. Autres transferts	57 157	123 500	251 000	154 300	156 000
- Transferts des autres secteurs	14 687	14 090	14 825	13 780	19 047
Total des transferts de capital	71 844	140 590	266 489	168 080	175 048
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	-3 321	-1 269	15 581	15 992	-1 134
Total compte de capital	68 523	139 321	282 070	184 072	173 913

Source : BCEAO

III. Compte financier

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, a connu une dégradation de 11,0%, passant de -648.276 millions en 2014 à -577.289 millions en 2015, imputable aux investissements directs étrangers et aux autres investissements.

Tableau 14 : Evolution du compte des opérations financières

(Montants en millions de F CFA)

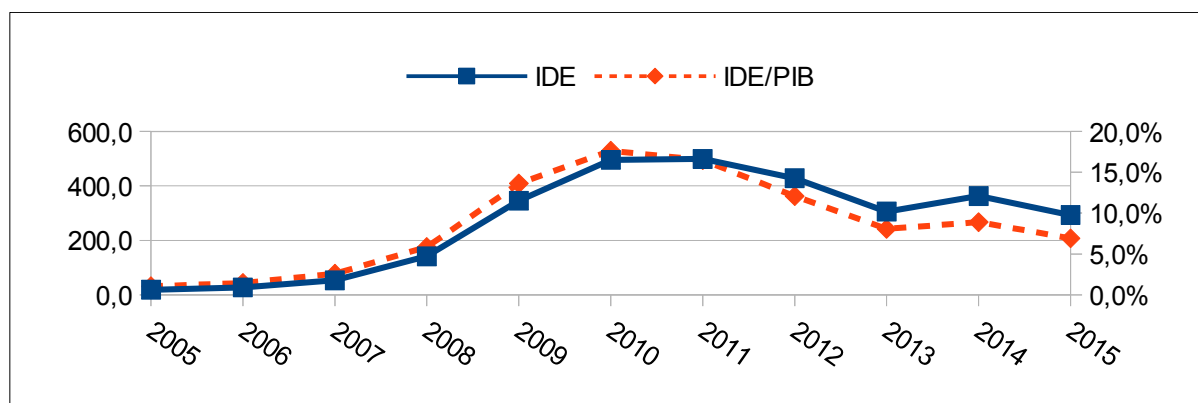
Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
- Investissements directs	-498 528	-428 379	-305 516	-362 569	-292 850
- Investissements de portefeuille	-8 704	-4 875	9 417	-61 779	-83 962
- Dérivés financiers	-94	0	0	0	0
- Autres investissements	-76 301	-116 915	-96 593	-223 928	-200 477
Total des opérations financières	-583 627	-550 169	-392 692	-648 276	-577 289

Source : BCEAO

3.1. Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -292.850 millions en 2015 contre -362.569 millions en 2014, résultant pour l'essentiel de l'arrêt des travaux sur le site minier d'Imouraren. La poursuite des activités de prospection avec l'octroi de plusieurs permis de recherche, les investissements des sociétés d'exploitation minière et pétrolière, les travaux de la boucle ferroviaire ainsi que divers travaux de construction ont tempéré l'évolution des IDE au Niger. La récupération des coûts pétroliers de la CNPC-NP a atteint 64.778 millions en 2015.

Comme l'indique le graphique 12 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) a présenté une tendance haussière continue à partir de 2003 avant leur stabilisation relative entre 2010 et 2011. Ayant débuté en 2004, avec l'intensification des activités aurifères, dont l'exploitation a commencé en octobre 2004, les IDE se sont renforcés avec le dynamisme du secteur des télécommunications. Cette évolution s'est consolidée à partir de 2006, en liaison avec le regain des investissements dans les secteurs minier et pétrolier. Toutefois, une baisse, imputable au ralentissement du rythme des forages sur le site d'AGADEM, est constatée pour les années 2012 et 2013. La situation de 2015 s'explique par le report des travaux sur le site minier d'Imouraren.

Graphique 12 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2005 et 2015

Source : BCEAO

3.2. Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille sont passés de -61.779 millions en 2014 à -83.962 millions en 2015, en lien avec les souscriptions des titres publics par les banques des autres

Etats de l'Union, qui ont plus que couvert les achats nets de titres publics étrangers par les banques du Niger.

Encadré 3 : Situation des émissions des bons et obligations du Trésor en 2015

Le 21 janvier 2015, le Trésor a procédé à la première émission de bons du Trésor pour l'année 2015. L'opération a porté sur un montant en adjudication de 40.000 millions de FCFA sur 364 jours. Les offres enregistrées se sont situées à 48.650 millions de FCFA. Les propositions retenues ont porté sur 40.000 millions de FCFA, soit un taux d'absorption de 82,2% du montant global des soumissions. L'opération a pour dates de valeur le 22 janvier 2015 et d'échéance le 20 janvier 2016. Les banques locales ont souscrit pour un montant de 24.173 millions de FCFA et leurs consœurs des autres pays de l'Union pour le solde. Les taux moyen pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 5,3823% et 5,5000%. Le montant des intérêts supportés par le Trésor National s'est situé à 2.176,83 millions de FCFA.

Par ailleurs, le Trésor a remboursé, le 29 janvier 2015, les bons émis le 30 janvier 2014 pour un montant de 41.000 millions.

Le 23 avril 2015, le Trésor a procédé à la deuxième émission de bons du Trésor pour l'année 2015. L'opération a porté sur un montant en adjudication de 35.000 millions de FCFA sur 182 jours. Les banques locales ont souscrit pour un montant de 16.107 millions de FCFA et leurs consœurs des autres pays de l'Union pour le solde. Les taux moyen pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 4,6168% et 4,9712%. Le montant des intérêts supportés par le Trésor National s'est situé à 816,92 millions de FCFA.

Le remboursement des bons de Trésor émis en octobre 2014 pour 34 800 millions, prévu le 30 avril 2015, est intervenu le 04 mai 2015, pour raison de jour férié.

Le 21 octobre 2015, le Trésor a procédé à la troisième émission de bons du Trésor pour l'année 2015. L'opération a porté sur un montant en adjudication de 35.000 millions de FCFA sur 182 jours. Les propositions retenues ont porté sur 38.500 millions de FCFA, soit un taux d'absorption de 94,1% du montant global des soumissions. Les banques locales ont souscrit pour un montant de 11.967 millions de FCFA et leurs consœurs des autres pays de l'Union pour le solde.

Le Trésor a remboursé, le 22 octobre 2015, les bons émis le 23 avril 2015 pour un montant de 35.000 millions.

En conséquence, l'encours des bons du Trésor se situe à 78.500 millions de FCFA au 31 décembre 2015, dont 36.140 millions de FCFA souscrits par les banques locales, dont 2.000 millions pour le compte de tiers.

En outre, il a été procédé le 24 février 2015 à la première émission de bons obligataires pour un prix unitaire de 10.000 FCFA et un montant global de 30.000 millions de FCFA sur 5 ans, dont un (01) an de différé, avec un coupon annuel au taux de 6,00%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 36.783,6 millions de FCFA, qui a été retenu à hauteur de 30.000 millions de FCFA, soit 81,6%. Les prix unitaires pondéré et marginal sont respectivement ressortis à 9.949,4 FCFA et 9.900 FCFA. Les souscriptions locales atteignent 8.049 millions de FCFA, le solde étant levé par des banques des autres Etats de l'Union.

Le 09 juin 2015, le Trésor a procédé à la deuxième émission de bons obligataires pour un prix unitaire de 10.000 FCFA et un montant global de 30.000 millions de FCFA sur 5 ans, dont un (01) an de différé, avec un coupon annuel au taux de 6,0%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 65.329,8 millions de FCFA, qui a été retenu à hauteur de 33.000 millions de FCFA, soit 50,5%. Les souscriptions locales atteignent 4.543 millions de FCFA, le solde étant levé par des banques des autres Etats de l'Union.

Le 28 juillet 2015, le Trésor a procédé à la troisième émission de bons obligataires in fine pour un prix unitaire de 10.000 FCFA et un montant global de 25.000 millions de FCFA sur 3 ans, avec un coupon annuel au taux de 5,5%. Les offres enregistrées ont porté sur un montant de 30.585,5 millions de FCFA, qui a été retenu à hauteur de 25.000 millions de FCFA, soit 81,7%. Les souscriptions locales atteignent 2.652 millions de FCFA, le solde étant levé par des banques des autres Etats de l'Union.

Le 08 septembre 2015, le Trésor a procédé à la quatrième émission de bons obligataires assimilables pour un prix unitaire de 10.000 FCFA et un montant global de 30.000 millions de FCFA sur 5 ans, avec un coupon annuel au taux de 6,0%. Les souscriptions locales atteignent 3.000 millions de FCFA, le solde étant levé par des banques des autres Etats de l'Union. L'opération a pour dates de valeur et d'échéance le 09 septembre 2015 et le 25 février 2020 respectivement.

Le 25 Novembre 2015, il a été procédé au remboursement partiel des émissions obligataires du 26 novembre 2009 pour 3.320 millions et ceux du 21 novembre 2013 pour un montant de 6.250 millions.

Au total, l'encours des emprunts obligataires ressort à 235.166 millions de FCFA au 31 décembre 2015, dont 49.835,5 millions de FCFA détenus par des banques locales.

3.3. Autres investissements

Par ailleurs, les autres investissements sont passés d'un solde de -223.928 millions en 2014 à -200.477 en 2015, sous l'influence de ses différentes composantes, à l'exception des tirages publics qui ont connu un accroissement.

Il est à noter que l'Etat du Niger et la Chine-Taïwan ont signé le 25 juin 2015 une convention d'entente ramenant de 72,666 millions de dollars US (USD) à 20 millions de USD la dette contractée auprès de Eximbank Import-export Chine-Taïwan, dont 5 millions de USD payables immédiatement. Ce montant inclut les pénalités de retard et autres charges. S'agissant des quinze (15) millions restants, ils seront payés sur une durée de 20 ans à un taux de 1,75%. En effet, ce contentieux est relatif à deux (2) prêts de 50 millions de dollars US et de 10 millions de dollars US contractés respectivement en 1992 et 1993.

Ainsi, le montant de l'annulation est de 52,666 millions de USD (30.837 millions de FCFA) et 15 millions (8.783 millions de FCFA) ont été rééchelonnés. Conformément aux prescriptions du MBP6, ces deux opérations sont enregistrées en financement exceptionnel.

IV – Capitaux monétaires

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 626.248 millions en 2014 à 527.620 millions en 2015, soit une diminution de 98.628 millions. Le tableau 15 ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements officiels depuis 2011.

Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale
(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015	Variation 2015/2014
Avoirs extérieurs	344 796	504 130	553 533	695 147	626 688	-68 459
Position de réserve	10 314	6 323	4 943	9 553	7 918	-1 635
DTS détenus	42 236	41 495	39 767	42 463	39 625	-2 838
Avoirs en devises	292 246	456 312	508 823	643 131	579 146	-63 986
Autres créances	-	-	-	-	-	-
Engagements extérieurs	30 658	36 233	41 359	68 899	99 068	30 169
Recours aux crédits FMI	28 369	33 283	36 135	59 673	89 976	30 303
Banques et institutions étrangères	2 290	2 944	4 680	4 042	4 447	405
Engagements en monnaies étrang.				0		0
Autres Dépôts Etrangers				0		0
Transferts à exécuter sur l'extérieur	0	6	544	5 185	4 645	-540
Avoirs extérieurs nets	314 137	467 897	512 174	626 248	527 620	-98 628

Source : BCEAO

L'analyse du tableau 15 ci-dessus révèle que la baisse des avoirs officiels nets en 2015 provient principalement de la diminution des avoirs en devises (-63.986 millions). Quant aux engagements, ils ont été tirés par le recours aux crédits du FMI (+30.303 millions).

4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont détériorés de 32.550 millions en passant de 136.492 millions en 2014 à 103.943 millions en 2015. Cette situation reflète une diminution d'avoirs extérieurs, conjuguée à une hausse des engagements, comme l'indique le tableau 16 ci-après.

Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(Montants en millions de F CFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015	Variation 2015/2014
Avoirs	129 327	157 347	252 985	292 705	277 962	-14 744
Engagements	-131 020	-145 760	-185 239	-156 213	-174 019	-17 806
Position monétaire extérieure (1)	-1 693	11 587	67 746	136 492	103 943	-32 550

Source : BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

L'évolution du secteur monétaire en 2015 s'est traduite par une dégradation de 131.177 millions, imputable à la baisse simultanée des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques. La prise en compte de la contrepartie négative des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements déficitaire de 132.646 millions contre un excédent de 181.363 millions en 2014.

Tableau 17 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN)

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Variation des AEN de la BC	26 346	-153 760	-44 277	-114 074	98 628
Variation des AEN du sect. Banc.	2 003	-13 280	-56 159	-68 746	32 550
Solde monétaire	28 349	-167 040	-100 436	-182 820	131 177
Réévaluation	-275	4 355	1 383	1 457	1 469
Solde global de la balance des paiements	-28 074	162 685	99 053	181 363	-132 646

Source : BCEAO

V – Position extérieure globale

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des dettes financières des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des

variations de prix et de taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin de l'année.

5.1 Variation de la position extérieure globale

La position extérieure globale nette (PEGN) du Niger s'est située à -4.042.806 millions à fin 2015 contre un solde de -3.323.535 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des engagements conjuguée à une diminution des avoirs.

Les stocks d'actifs et de passifs financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde à fin 2015 sont retracés à l'annexe 1.18.

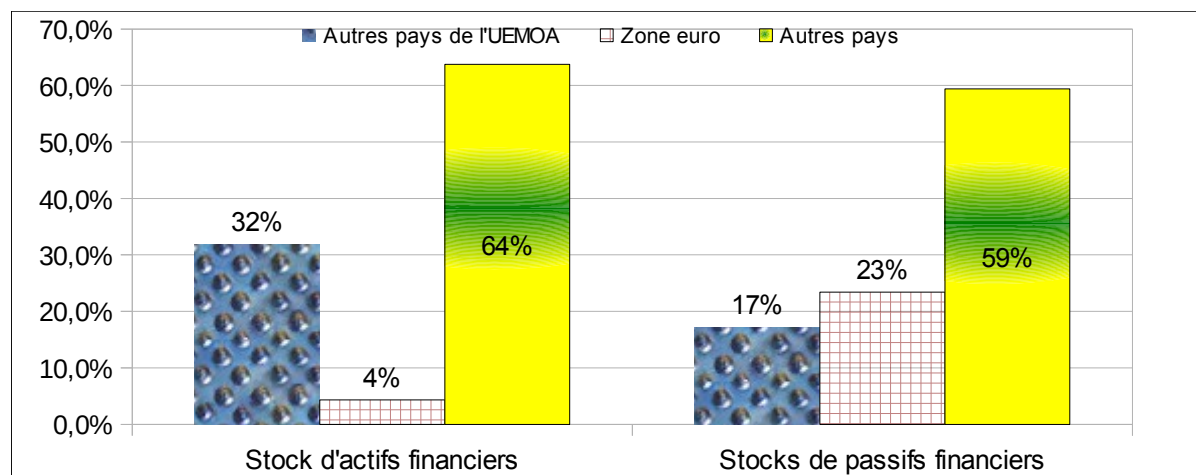
Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 1.106.538 millions en 2015 contre 1.132.198 millions en 2014. Cette baisse résulte principalement des avoirs de réserve (-70.180 millions) et des autres investissements (-8.367 millions), modérée par la hausse des investissements de portefeuille (+32.703 millions).

Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 5.149.344 millions en 2015 contre 4.455.733 en 2014, en progression de 693.611 millions imputable à la hausse des « investissements directs étrangers » (+311.558 millions), des investissements de portefeuille (+114.917) et des « autres investissements » (+267.137 millions).

5.2 Ventilation géographique et sectorielle de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des autres pays à hauteur de 64,0% et des pays de l'UEMOA avec 32,0% (voir graphique 11). Les avoirs de réserve, les autres investissements et les investissements de portefeuille représentent respectivement 56,6%, 19,8% et 12,8% des actifs détenus à l'étranger. Les engagements financiers sont principalement contractés avec les autres pays (59,0%) et la zone euro (23%). Ils sont essentiellement constitués des investissements directs étrangers, des dépôts à court terme, des prêts et des crédits commerciaux.

Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2015



Source : BCEAO

CONCLUSION

Le solde global de la balance des paiements du Niger est ressorti déficitaire de 132,6 milliards contre un excédent de 181,4 milliards enregistré en 2014. Cette évolution résulte d'une dégradation des soldes des biens, des services et du revenu primaire, partiellement compensée par une amélioration du solde du revenu secondaire, dans un contexte de réalisations des grands travaux d'infrastructures lancés en 2015. Cette évolution traduit pour l'essentiel les importations massives des biens d'équipement et intermédiaires dans le cadre des grands chantiers de construction d'infrastructures, notamment les routes, les salles de classe, le deuxième échangeur de Niamey, les logements privés, les hôtels ainsi que les travaux de la boucle ferroviaire.

Le solde du compte de capital s'est situé à 173.913 millions en 2014 contre 184.072 millions en 2014. Ce mouvement baissier est imputable essentiellement à l'évolution du poste « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits » qui enregistre une chute de 17.126 millions par rapport à l'année 2014.

Le solde du compte financier a connu une dégradation de 11,0%, passant de -648.276 millions en 2014 à -577.289 millions en 2015, imputable aux investissements directs étrangers et aux autres investissements.

La position extérieure globale nette (PEGN) du Niger s'est située à -4.042.806 millions à fin 2015 contre un solde de -3.323.535 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des engagements conjuguée à une diminution des avoirs.

De ce qui précède, le Niger présente ainsi un solde courant structurellement déficitaire, avec des niveaux souvent largement au dessus du seuil de 5%, fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale des économies de l'UEMOA.

Pour inverser cette tendance, il s'avère nécessaire d'accélérer la mise en œuvre des programmes de développement et des politiques sectorielles, singulièrement l'Initiative-3N, de lever les contraintes qui pèsent sur l'exécution des grands projets d'investissements privés (Imouraren, Agadem, chemin de fer) et publics, notamment le barrage de Kandadji.

Par ailleurs, les recommandations, ci-après, sont formulées :

- **la poursuite des réformes** visant l'amélioration de l'environnement des affaires, notamment en créant les conditions pour une mise en œuvre satisfaisante des nouveaux projets portés par les investisseurs privés nationaux et étrangers ;
- **la poursuite de la mise en œuvre des politiques visant** le renforcement et la diversification de l'offre locale de produits alimentaires (riz, sucre, lait,...), des biens manufacturés et ceux destinés à l'exportation ;
- **la mise en place de politiques visant à promouvoir les industries culturelles et touristiques ;**

- **la mise en place des politiques en vue d'un accroissement de l'offre locale des services de transport, d'ingénierie, de santé, d'éducation et des bâtiments et travaux publics**, en vue de réduire la demande extérieure nette des services qui constitue l'une des principales sources du déficit courant du pays ;
- **la poursuite et le renforcement de la mise en œuvre des mesures visant une meilleure maîtrise des dépenses publiques et une amélioration des recettes**, pour atténuer le déficit public et réduire le recours à l'endettement extérieur ;
- **la poursuite et l'intensification du recours aux Partenariats Public-Privé (PPP) dans les secteurs porteurs de croissance**, en privilégiant les montages non générateurs d'endettement extérieur ;
- **la réactivation du groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé créé par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003**, afin d'améliorer les statistiques produites au niveau national.

ANNEXES

Pages**ANNEXE SOMMAIRE**

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	37
Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	38
Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	39
Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes	40
Annexe 1.5 : Compte de biens et services	41
Annexe 1.6 : Compte de biens	42
Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens	42
Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits	43
Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	43
Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens	44
Annexe 1.11 : Importations par principaux produits	44
Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	45
Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services	46
Annexe 1.14 : Evolution du compte des revenus primaires	46
Annexe 1.15 : Evolution du compte des revenus secondaires	46
Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital	47
Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières	47
Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette	48
Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	49
Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)	50
Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2015 (Optique FMI)	51
Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2015 à partir des statistiques officielles	59
Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2015	59
Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2015	60
Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2014	61
Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2015	61
Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2014	61
Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2015	62
Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2014	62

ANNEXE :

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 049 320	1 927 989	-878 669
1.A	Biens et services	780 082	1 743 847	-963 765
1.A.a	Biens	643 158	1 168 564	-525 406
1.A.a.1	Marchandises générales	618 322	1 168 494	-550 172
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	97 954	0	97 954
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	70	-70
1.A.a.3	Or non monétaire	24 836	0	24 836
1.A.b	Services	136 924	575 283	-438 359
1.A.b.3	Transport	10 160	348 915	-338 754
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	656	303 178	-302 521
1.A.b.4	Voyage	43 677	41 534	2 143
1.A.b.0	Autres services	83 087	184 835	-101 748
1.B	Revenus primaires	61 488	151 967	-90 479
1.B.1	Revenus des salariés	42 772	33 180	9 592
1.B.2	Revenus des investissements	18 717	108 455	-89 739
1.B.3	Autres revenus primaires	0	10 332	-10 332
1.C	Revenus secondaires	207 750	32 174	175 575
1.C.1	Administrations publiques	94 561	36	94 525
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	76 600	0	76 600
1.C.2	Autres secteurs	113 189	32 138	81 050
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	58 672	26 692	31 980
2	Compte de capital	175 407	1 494	173 913
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	1 134	-1 134
2.2	Transfert en capital	175 407	359	175 048
2.2.1	Administrations publiques	156 000	0	156 000
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	19 407	359	19 047
3	Compte financier	-28 562	681 373	-709 935
3.1	Investissements directs	20 183	313 033	-292 850
3.2	Investissements de portefeuille	20 139	104 101	-83 962
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	31 577	232 054	-200 477
3.5	Avoirs de réserves	-100 461	32 185	-132 646
6	Erreurs et omissions nettes	-1 253 289	-1 248 110	-5 180

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 049 320	1 927 989	-878 669
1.A	Biens et services	780 082	1 743 847	-963 765
1.A.a	Biens	643 158	1 168 564	-525 406
1.A.a.1	Marchandises générales	618 322	1 168 494	-550 172
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	97 954	0	97 954
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	70	-70
1.A.a.3	Or non monétaire	24 836	0	24 836
1.A.b	Services	136 924	575 283	-438 359
1.A.b.3	Transport	10 160	348 915	-338 754
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	656	303 178	-302 521
1.A.b.4	Voyage	43 677	41 534	2 143
1.A.b.0	Autres services	83 087	184 835	-101 748
1.B	Revenus primaires	61 488	151 967	-90 479
1.B.1	Revenus des salariés	42 772	33 180	9 592
1.B.2	Revenus des investissements	18 717	108 455	-89 739
1.B.3	Autres revenus primaires	0	10 332	-10 332
1.C	Revenus secondaires	207 750	32 174	175 575
1.C.1	Administrations publiques	94 561	36	94 525
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	76 600	0	76 600
1.C.2	Autres secteurs	113 189	32 138	81 050
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	58 672	26 692	31 980
2	Compte de capital	175 407	1 494	173 913
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	1 134	-1 134
2.2	Transfert en capital	175 407	359	175 048
2.2.1	Administrations publiques	156 000	0	156 000
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	19 407	359	19 047
3	Compte financier	71 898	649 187	-577 289
3.1	Investissements directs	20 183	313 033	-292 850
3.2	Investissements de portefeuille	20 139	104 101	-83 962
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	31 577	232 054	-200 477
	Administration publique	-29	211 471	-211 500
3.5	Autres secteurs	31 606	20 583	11 023
6	Erreurs et omissions nettes	-1 253 289	-1 248 110	-5 180
7	Solde global	-100 461	32 185	-132 646
8	Avoirs et engagements extérieurs	100 461	-32 185	132 646
8.1	Banque centrale	73 150	-19 737	92 888
8.2	Autres institutions de dépôts	27 310	-12 448	39 758

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2011	2012	2013	2014	2015
1	Compte des transactions courantes	-675 268	-521 600	-568 192	-645 307	-878 669
1.A	Biens et services	-813 059	-620 297	-622 895	-742 833	-963 765
1.A.a	Biens	-435 046	-235 165	-212 266	-367 896	-525 406
1.A.a.1	Marchandises générales	-481 129	-280 550	-241 970	-389 575	-550 172
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	46 443	64 549	76 384	105 275	97 954
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce					-70
1.A.a.3	Or non monétaire	46 067	45 330	29 704	21 729	24 836
1.A.b	Services	-378 013	-385 132	-410 629	-374 937	-438 359
1.A.b.3	Transport	-295 177	-292 851	-272 893	-296 541	-338 754
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-270 252	-239 849	-257 055	-278 987	-302 521
1.A.b.4	Voyage	5 497	6 922	5 447	2 430	2 143
1.A.b.0	Autres services	-88 333	-99 203	-143 183	-80 826	-101 748
1.B	Revenus primaires	-24 100	-69 103	-91 267	-75 011	-90 479
1.B.1	Revenus des salariés	12 059	13 264	10 316	8 890	9 592
1.B.2	Revenus des investissements	-36 159	-82 366	-101 583	-84 443	-89 739
1.B.3	Autres revenus primaires				542	-10 332
1.C	Revenus secondaires	161 891	167 800	145 970	172 537	175 575
1.C.1	Administrations publiques	79 033	117 853	78 724	91 768	94 525
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	56 500	93 101	53 900	67 900	76 600
1.C.2	Autres secteurs	82 858	49 947	67 246	80 769	81 050
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	13 636	17 955	16 544	26 566	31 980
2	Compte de capital	68 523	139 321	282 070	184 072	173 913
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	-3 321	-1 269	15 581	15 992	-1 134
2.2	Transfert en capital	71 844	140 590	266 489	168 080	175 048
2.2.1	Administrations publiques	57 157	126 500	251 664	154 300	156 000
	<i>Remises de dettes</i>	164	3 000	664	0	0
2.2.2	Autres secteurs	14 687	14 090	14 825	13 780	19 047
3	Compte financier	-583 627	-550 169	-392 692	-648 276	-577 289
3.1	Investissements directs	-498 528	-428 379	-305 516	-362 569	-292 850
3.2	Investissements de portefeuille	-8 704	-4 875	9 417	-61 779	-83 962
3.3	Dérivés financiers	-94	0	0	0	0
3.4	Autres investissements	-76 301	-116 915	-96 593	-223 928	-200 477
3.4.0.3	Administration publique	-12 125	-73 100	-107 681	-140 357	-211 500
3.4.0.4	Autres secteurs	-112 860	-43 815	11 088	-83 571	11 023
6	Erreurs et omissions nettes	-4 956	-5 205	-7 517	-5 678	-5 180
7	Solde global	-28 074	162 685	99 053	181 363	-132 646
8	Avoirs et engagements extérieurs	28 074	-162 685	-99 053	-181 363	132 646
8.1	Banque centrale	26 759	-154 027	-44 655	-116 244	92 888
8.2	Autres institutions de dépôts	1 315	-8 658	-54 398	-65 119	39 758

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Biens et services	-813 059	-620 297	-622 895	-742 833	-963 765
Biens	-435 046	-235 165	-212 266	-367 896	-525 406
Services	-378 013	-385 132	-410 629	-374 937	-438 359
Revenus primaires	-24 100	-69 103	-91 267	-75 011	-90 479
Revenus secondaires	161 891	167 800	145 970	172 537	175 575
Solde du compte courant	-675 268	-521 600	-568 192	-645 307	-878 669
Solde du compte courant (hors dons)	-731 768	-614 701	-622 092	-713 207	-955 269
PIB Nominal	3 024 270	3 544 186	3 788 275	4 076 606	4 241 524
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-22,3%	-15,3%	-15,5%	-17,6%	-20,7%
Solde du compte courant (hors dons)	-24,2%	-17,3%	-16,4%	-17,5%	-22,5%

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations de biens et services	632 144	774 877	856 490	855 274	780 082
Importations de biens et services	1 445 203	1 395 174	1 479 385	1 598 107	1 743 847
Balance commerciale de biens et services	-620 297	-620 297	-622 895	-742 833	-963 765
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	43,7%	55,5%	57,9%	53,5%	44,7%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	60,8%	71,8%	61,7%	60,2%	59,5%

Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations de biens	599 454	736 361	784 609	715 147	643 158
Importations de biens	834 619	971 526	996 875	1 083 043	1 168 564
Balance commerciale de biens	-235 165	-235 165	-212 266	-367 896	-525 406
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	71,8%	75,8%	78,7%	66,0%	55,0%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	42,0%	56,5%	48,7%	44,1%	42,7%

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	553 371	690 976	754 905	618 322	618 322
<i>Dont réexportations</i>	46 443	64 549	76 384	97 954	97 954
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	16	55	55	0	0
Or non monétaire	46 067	45 330	29 704	24 836	24 836
Total exportations de biens	599 454	736 361	784 609	715 147	643 158

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits
(En millions de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Uranium	317 091	338 714	302 788	240 529	240 762
Bétail	64 651	65 338	67 200	75 604	67 764
Oignons	35 440	37 903	55 680	65 226	60 758
Pétrole raffiné		116 627	198 900	143 198	88 730
Niébé	43 740	33 348	35 300	33 295	37 630
Or non monétaire	46 067	45 330	29 704	21 730	24 836
Autres march. Génér.	92 465	99 101	95 037	135 565	122 678
dont réexportation	46 443	64 548	71 931	105 275	97 954
Total exportations de biens	599 454	736 361	784 609	715 147	643 158

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
EUROPE	255 074	336 117	300 692	224 237	203 902
UNION EUROPEENNE	221 211	276 094	273 380	205 538	182 456
France	203 518	275 426	238 794	193 398	158 717
Espagne	10 823	668	147	362	8 306
Allemagne	6 870	0	1 750	2 844	1 748
AUTRE EUROPE				18 699	21 446
Suisse	33 863	45 630	27 312	16 254	19 467
AFRIQUE	83 951	191 793	281 621	253 316	170 002
UEMOA	42 359	90 829	124 349	144 658	75 194
Bénin	13 671	22 316	14 740	9 189	17 203
Burkina	2 904	7 147	55 695	99 048	18 545
Côte d'Ivoire	6 173	3 316	4 610	4 440	7 678
Guinée-Bissau	268	0	0	0	0
Mali	5 800	45 501	40 388	28 451	27 555
Sénégal	4 568	4 942	801	132	788
Togo	8 975	7 608	8 115	3 398	3 425
CEDEAO (hors UEMOA)	41 267	98 877	142 730	105 348	90 546
Nigeria	24 529	74 087	112 701	95 620	81 270
Ghana	16 738	24 790	30 029	8 689	9 276
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	325	2 087	14 543	3 309	4 262
AMERIQUE	51 822	82 852	65 856	45 706	75 208
USA	51 661	73 806	60 448	39 388	66 788
Canada	43	519	127	221	179
Autres	118	8 527	5 281	6 096	8 242
ASIE	59 836	43 370	64 825	91 959	84 963
Chine			29 842	28 402	4 680
Japon	46 041	32 208	291	909	19 957
Autres pays	2 664	1 192	1 098	107	961
TOTAL	453 347	655 324	714 093	615 325	535 036

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la dixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens*(En millions de FCFA)*

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	1 034 500	971 526	996 875	1 083 043	1 168 564
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	1 034 500	971 526	996 875	1 083 043	1 168 564
Importations de biens / PIB	30,3%	27,4%	26,3%	26,6%	27,6%

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Produits alimentaires	229 900	284 600	234 337	239 198	279 383
Autres biens de consommation courante	223 020	235 200	257 300	220 737	232 215
Produits pétroliers et énergétiques	163 400	31 627	45 281	52 845	76 506
Matières premières et biens intermédiaires	315 308	309 002	325 581	338 896	355 841
Biens d'équipement	316 800	269 280	318 447	413 990	424 754
Produits divers	69 872	92 337	94 563	99 227	103 971
Total importations de biens CAF	1 318 300	1 222 045	1 275 509	1 364 894	1 472 670
Total importations de biens FOB	1 034 500	971 526	996 875	1 083 043	1 168 564

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2011	2012	2013	2014	2015
EUROPE	223 624	209 326	181 384	286 987	224 340
UNION EUROPEENNE	201 450	196 491	167 280	231 109	208 660
France	104 664	101 364	86 281	159 429	110 154
Royaume-Uni	17 425	3 603	5 441	2 275	6 519
Allemagne	27 201	34 572	15 446	37 771	24 782
Pays-Bas	21 812	13 042	13 492	15 872	18 668
Espagne	6 784	9 601	6 709	4 847	6 438
Italie	8 587	9 137	11 479	10 915	11 932
AUTRES PAYS DE L'UE	14 978	25 172	28 433	39 940	30 166
AUTRES PAYS D'EUROPE	22 174	12 836	14 104	15 938	15 680
AFRIQUE	199 642	252 586	269 569	281 939	328 545
UEMOA	133 699	162 028	177 524	181 058	209 610
Bénin	38 463	38 997	45 304	59 237	63 780
Burkina	11 882	9 059	13 605	17 326	20 380
Côte d'Ivoire	23 396	35 864	34 745	36 584	54 835
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0
Mali	6 918	8 948	9 668	2 109	10 905
Sénégal	6 045	8 363	8 308	6 479	15 270
Togo	46 996	60 798	65 894	59 323	44 440
CEDEAO (hors UEMOA)	49 003	64 840	64 665	76 368	91 444
Nigeria	42 075	51 887	43 300	45 429	54 171
Ghana	6 928	12 953	21 365	30 826	37 236
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	16 940	25 719	27 380	24 513	27 491
AMERIQUE	56 194	90 651	77 869	94 435	97 706
USA	30 730	57 335	51 637	57 258	67 730
Brésil	6 723	23 246	17 262	12 298	19 351
Argentine	8 075	6 603	5 005	9 281	6 054
ASIE	317 337	363 716	394 483	481 747	530 711
Japon	28 525	51 209	38 562	47 695	39 047
Pakistan	10 246	26 754	29 904	15 346	12 042
Rep.,Pop,Chine	236 554	182 742	205 916	243 550	335 215
Inde	9 074	40 221	51 171	39 620	55 430
Arabie Saoudite	789	2 645	1 553	917	899
Thaïlande	9 160	23 655	29 930	50 748	46 964
Autres	22 989	36 490	37 448	83 871	41 114
Autres pays	113 123	9 288	6 454	6 203	11 750
TOTAL	909 920	925 568	929 759	1 151 311	1 193 052

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la dixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services*(En millions de FCFA)*

Poste	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Transport	-295 177	-292 851	-272 893	-296 541	-338 754
<i>Dont fret</i>	-270 252	-239 849	-257 055	-278 987	-302 521
Voyage	5 497	6 922	5 447	2 430	2 143
Autres services	-88 333	-99 203	-143 183	-80 826	-101 748
Total services nets	-378 013	-385 132	-410 629	-374 937	-438 359

Annexe 1.14 : Evolution du compte des revenus primaires*(En millions de FCFA)*

Poste	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Rémunérations des salariés	12 059	13 264	10 316	8 890	9 592
Revenus des investissements	-36 159	-82 366	-101 583	-84 443	-89 739
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-7 410	-7 413	-16 100	-9 955	-13 300
Autres revenus primaires				542	-10 332
Revenu primaire net	-24 100	-69 102	-91 267	-75 011	-90 479

Annexe 1.15 : Evolution du compte des revenus secondaires*(En millions de FCFA)*

Poste	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Administration publique	79 033	117 853	78 724	91 768	94 525
<i>Dont aide budgétaire</i>	56 500	93 100	53 900	67 900	67 900
Autres secteurs	82 858	49 947	67 246	80 769	81 050
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	13 636	17 955	16 544	26 566	31 980
Revenu secondaire net	161 891	167 800	145 970	172 537	175 575

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital*(En millions de FCFA)*

Poste	2011	2012	2013	2014	2015
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-3 321	-1 269	15 581	15 992	-1 134
Transferts de capital	71 844	140 590	266 489	168 080	175 048
Administration publique	57 157	126 500	251 664	154 300	156 000
<i>Dont remises de dettes</i>	4 200	3 000	664	0	0
Autres secteurs	14 687	14 090	14 825	13 780	19 047
Solde du compte de capital	68 523	139 321	282 070	184 072	173 913

Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières (Optique BCEAO)*(En millions de FCFA)*

Poste	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Investissements directs	-498 528	-428 379	-305 516	-362 569	-292 850
Investissements de portefeuille	-8 704	-4 875	9 417	-61 779	-83 962
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-76 301	-116 915	-96 593	-223 928	-200 477
Solde du compte financier	-583 627	-550 169	-392 692	-648 276	-577 289

Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette
(En millions de FCFA)

	Poste	2 014	Autres flux	2 015
A	Stock d'actifs financiers	1 132 198	2 902	1 106 538
1	Investissements directs	98 915	0	119 098
2	Investissements de portefeuille	109 008	-68	141 712
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	227 406	0	219 040
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	103 820	0	78 596
4.3	Prêts	83 250	0	66 804
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	958	0	1 333
4.5	Crédits commerciaux et avances	34 281	0	66 933
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	5 098	0	5 373
5	Avoirs de réserves	696 869	2 970	626 688
5.1	Or monétaire	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	42 463	2 475	39 625
5.3	Position de réserve au FMI	9 553	495	7 918
5.4	Autres avoirs de réserve	644 853	0	579 146
B	Stocks de passifs financiers	4 455 733	13 709	5 149 344
1	Investissements directs	2 299 396	-5	2 610 953
2	Investissements de portefeuille	172 404	0	287 321
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	1 983 933	13 714	2 251 070
4.2	Autres titres de participation	0	0	0
4.3	Monnaie fiduciaire et dépôts	53 686	0	66 620
4.4	Prêts	1 855 193	10 431	2 106 095
4.5	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	842	0	1 050
4.6	Crédits commerciaux et avances	14 281	0	14 336
4.7	Autres comptes à payer/à recevoir	10 666	0	10 420
4.8	Droits de tirage spéciaux	49 265	3 283	52 548
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-3 323 535	-10 807	-4 042 806

Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2015

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			TOTAL
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	626 688	246 775	355	232 720	11 568	221 152	1 106 538
1	Investissements directs	0	0	0	119 098	0	119 098	119 098
2	Investissements de portefeuille	0	109 124	0	32 588	5 262	27 326	141 712
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	0	137651	355	81 033	6 306	74 727	219 039
5	Avoirs de réserves	626 688	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	626 688
5.1	Or monétaire	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	39 625	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	39 625
5.3	Position de réserve au FMI	7 918	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	7 918
5.4	Autres avoires de réserve	579 146	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	579 146
								0
	Stocks de passifs financiers	151 616	198 439	1 224 251	3 575 038	1 202	3 573 836	5 149 344
1	Investissements directs	0	0	0	2 610 953	0	2 610 953	2 610 953
2	Investissements de portefeuille	0	47 983	224 084	15 254	0	15 254	287 321
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	151 616	150 456	1 000 167	948 831	1 202	947 629	2 251 070
	Position extérieure globale nette	475 072	48 336	-1 223 896	-3 342 319	10 366	-3 352 685	-4 042 806

Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2015

(En millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	353 663	47 600	705 275	1 106 538
1	Investissements directs	25 373	27 176	66 550	119 098
2	Investissements de portefeuille	131 000	5 248	5 464	141 712
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	149 668	15 176	54 196	219 040
5	Avoirs de réserves	47 623	0	579 065	626 688
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	39 625	39 625
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	7 918	7 918
5.4	Autres avoirs de réserve	47 623	0	531 523	579 146
	Stocks de passifs financiers	885 911	1 204 509	3 058 925	5 149 344
1	Investissements directs	87 138	628 980	1 894 836	2 610 953
2	Investissements de portefeuille	279 304	2 500	5 517	287 321
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	519 469	573 029	1 158 572	2 251 070
	Position extérieure globale nette	-532 248	-1 156 909	-2 353 650	-4 042 806

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2015 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	. Compte des transactions courantes	1 049 320	1 927 989	-878 669
1.A	. - - Biens et services	780 082	1 743 847	-963 765
1.A.a	. - - - Biens	643 158	1 168 564	-525 406
1.A.a.1	. - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	618 322	1 168 494	-550 172
1.A.a.1.1	. - - - - - Dont : Réexportations	97 954	0	97 954
1.A.a.2	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	70	-70
1.A.a.2.1	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	70	-70
1.A.a.2.2	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	. - - - - - Or non monétaire	24 836	0	24 836
1.A.b	. - - - Services	136 924	575 283	-438 359
1.A.b.1	. - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0	0	0
1.A.b.1.1	. - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	. - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.2	. - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	11 311	-11 311
1.A.b.3	. - - - - Transport	10 160	348 915	-338 754
1.A.b.3.0	. - - - - - Pour tous les modes de transports	10 160	348 885	-338 725
1.A.b.3.0.1	. - - - - - - Voyageurs	3 292	41 343	-38 051
1.A.3.0.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	225	0	225
1.A.b.3.0.2	. - - - - - - Fret	656	303 178	-302 521
1.A.b.3.0.3	. - - - - - - Autres	6 212	4 365	1 847
1.A.b.3.1	. - - - - - Transports maritimes	0	303 153	-303 153
1.A.b.3.1.1	. - - - - - - Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	. - - - - - - Fret	0	303 153	-303 153
1.A.b.3.1.3	. - - - - - - Autres	0	0	0
1.A.b.3.2	. - - - - - Transports aériens	9 914	41 043	-31 129
1.A.b.3.2.1	. - - - - - - Voyageurs	3 055	40 963	-37 909
1.A.b.3.2.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	. - - - - - - Fret	648	25	623
1.A.b.3.2.3	. - - - - - - Autres	6 212	55	6 157
1.A.b.3.3	. - - - - - Autres modes de transport	246	4 689	-4 443
1.A.b.3.3.1	. - - - - - - Voyageurs	238	380	-142
1.A.b.3.3.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	225	0	225
1.A.b.3.3.2	. - - - - - - Fret	9	0	9
1.A.b.3.3.3	. - - - - - - Autres	0	4 309	-4 309
1.A.b.3.4	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0	29	-29
1.A.b.4	. - - - - Voyages	43 677	41 534	2 143
1.A.b.4.1	. - - - - - À titre professionnel	28 661	23 709	4 952
1.A.b.4.1.1	. - - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	. - - - - - - Autres	28 661	23 709	4 952
1.A.b.4.2	. - - - - - À titre personnel	15 016	17 825	-2 809
1.A.b.4.2.1	. - - - - - - Santé	7	271	-264
1.A.b.4.2.2	. - - - - - - Éducation	564	2 079	-1 515
1.A.b.4.2.3	. - - - - - - Autres	14 446	15 475	-1 030

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2015 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.0	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	3 708	0	3 708
1.A.b.4.0.1	----- Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	----- Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	----- Services d'hébergement	3 708	0	3 708
1.A.b.4.0.4	----- Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	----- Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	----- Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	----- Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	----- Travaux de construction	0	68 968	-68 968
1.A.b.5.1	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	68 968	-68 968
1.A.b.6	----- Services d'assurance et de retraite	1 542	7 244	-5 702
1.A.b.6.1	----- Assurance directe	11	883	-872
1.A.b.6.2	----- Réassurance	1 149	2 194	-1 045
1.A.b.6.3	----- Services auxiliaires d'assurance	382	3 409	-3 027
1.A.b.6.4	----- Services de retraite et de garantie standardisée	0	759	-759
1.A.b.7	----- Services financiers	1 380	1 285	95
1.A.b.7.1	----- Services financiers explicitement facturés et autres	1 380	1 285	95
1.A.b.7.2	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	70 565	58 676	11 889
1.A.b.9.1	----- Services de télécommunications	70 388	38 712	31 675
1.A.b.9.2	----- Services d'informatique	16	14 707	-14 691
1.A.b.9.3	----- Services d'information	161	5 256	-5 096
1.A.b.10	----- Autres services aux entreprises	1 972	32 771	-30 799
1.A.b.10.1	----- Services de recherche-développement	0	3 257	-3 257
1.A.b.10.2	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	36	24 584	-24 548
1.A.b.10.3	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	1 936	4 930	-2 994
1.A.b.11	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	553	-553
1.A.b.11.1	----- Services audio-visuels et connexes	0	553	-553
1.A.b.11.2	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	7 628	4 027	3 600
1.A.b.0.1	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	-- Revenu primaire	61 488	151 967	-90 479
1.B.1	---- Rémunération des salariés	42 772	33 180	9 592
1.B.2	---- Revenus des investissements	18 717	108 455	-89 739
1.B.2.1	----- Investissements directs	1 029	72 370	-71 341
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	565	42 514	-41 949
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	565	35 382	-34 817
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	440	34 194	-33 754
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	1 041	-1 041
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	125	147	-22
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2015 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	7 132	-7 132
1.B.2.1.1.2.1	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	.----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	.----- Intérêts	465	29 856	-29 392
1.B.2.1.2.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	139	29 650	-29 511
1.B.2.1.2.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	98	-98
1.B.2.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	326	108	218
1.B.2.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non- résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	.----- Investissements de portefeuille	12 137	16 835	-4 697
1.B.2.2.1	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	75	1 584	-1 509
1.B.2.2.1.1	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	75	1 584	-1 509
1.B.2.2.1.2	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.2.1.2.1	.----- Dividendes	0	0	0
1.B.2.2.1.2.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	.----- Intérêts	12 062	15 251	-3 189
1.B.2.2.2.1	.----- À court terme	8 368	829	7 539
1.B.2.2.2.2	.----- À long terme	3 694	14 422	-10 728
1.B.2.3	.----- Autres investissements	5 550	19 251	-13 701
1.B.2.3.1	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	.----- Intérêts	5 550	19 251	-13 701
1.B.2.3.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d' assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	.----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	.----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	.---- Autre revenu primaire	0	10 332	-10 332
1.B.3.1	.----- Taxes sur la production et importations	0	10 332	-10 332
1.B.3.2	.----- Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	.----- Loyers	0	0	0
1.C	-- Revenu secondaire	207 750	32 174	175 575
1.C.1	.---- Administrations publiques	94 561	36	94 525
1.C.1.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	.----- Cotisations sociales	0	36	-36
1.C.1.2.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2015 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.3	.----- Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	.----- Coopération internationale courante	94 561	0	94 561
1.C.1.5	.----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	.----- Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	113 189	32 138	81 050
1.C.2.1	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	58 672	26 692	31 980
1.C.2.1.1	.----- Envois de fonds des travailleurs	58 672	26 692	31 980
1.C.2.2	.----- Autres transferts courants	54 517	5 446	49 071
1.C.2.0.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	300	0	300
1.C.2.0.2	.----- Cotisations sociales	613	531	82
1.C.2.0.3	.----- Prestations sociales	0	52	-52
1.C.2.0.4	.----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	1 394	3 853	-2 459
1.C.2.0.5	.----- Indemnités d'assurance dommage	1 117	14	1 103
1.C.2.0.6	.----- Coopération internationale courante	842	97	745
1.C.2.0.7	.----- Transferts courants divers	50 250	899	49 351
1.C.2.0.7.1	.----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	.---- Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	. Compte de capital	175 407	1 494	173 913
2.1	.-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	1 134	-1 134
2.2	.-- Transferts de capital	175 407	359	175 048
2.2.1	.---- Administration publique	156 000	0	156 000
2.2.1.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	.----- Autres transferts de capital	156 000	0	156 000
2.2.1.2.1	.----- dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	19 407	359	19 047
2.2.2.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	.----- Autres transferts de capital	19 407	359	19 047
2.2.2.2.1	.----- dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	.----- dont : entre ménages	0	0	0
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 224 727	1 929 482	-704 755
	. Compte financier	-28 562	681 373	-709 935
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-28 562	681 373	-709 935
3.1	.-- Investissement direct	20 183	313 033	-292 850
3.1.1	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	14 708	134 971	-120 263
3.1.1.1	.----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	14 708	127 840	-113 131
3.1.1.1.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	9 723	126 767	-117 044
3.1.1.1.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	5 000	45	4 955
3.1.1.1.3	.----- Entre entreprises soeurs	-15	1 027	-1 042
3.1.1.1.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	.----- Réinvestissement des bénéfices	0	7 132	-7 132
3.1.1.0.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	.---- Instruments de dette	5 475	178 062	-172 587

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2015 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	35	127 824	-127 789
3.1.2.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	216	676	-460
3.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	5 224	49 562	-44 338
3.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	.----- Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	.----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	.----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	.----- Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	.-- Investissements de portefeuille	32 771	114 917	-82 145
3.2.1	.---- Titres de participation et parts de fonds de placement	813	7 310	-6 497
3.2.1.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-8	218	-226
3.2.1.4	.----- Autres secteurs	821	7 092	-6 271
3.2.1.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	821	7 092	-6 271
3.2.1.0.1	.----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	.----- Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	.----- Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	.----- Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	.----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	.---- Titres de créance	31 958	107 607	-75 648
3.2.2.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	12 641	10 598	2 043
3.2.2.2.1	.----- À court terme	7 615	11 089	-3 474
3.2.2.2.2	.----- À long terme	5 026	-491	5 517
3.2.2.3	.----- Administrations publiques	0	96 421	-96 421
3.2.2.3.1	.----- À court terme	0	-4 503	4 503
3.2.2.3.2	.----- À long terme	0	100 924	-100 924
3.2.2.4	.----- Autres secteurs	19 318	587	18 730
3.2.2.4.0.1	.----- À court terme	17 411	307	17 103
3.2.2.4.0.2	.----- À long terme	1 907	280	1 627
3.2.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	-3 690	0	-3 690
3.2.2.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2015 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.2	.----- À long terme	-3 690	0	-3 690
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	23 008	587	22 420
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	17 411	307	17 103
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	5 597	280	5 317
3.2.3	-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.2.3.1	---- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	---- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.	---- Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	.----- Dérivés financiers (autres que réserves)	-237	633	-870
3.3.0.1.1	.----- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	.----- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	.----- Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	-- Autres investissements	-8 367	253 423	-261 790
3.4.1	---- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	---- Monnaie fiduciaire et dépôts	-25 224	12 934	-38 158
3.4.2.1	.----- Banque centrale	0	515	-515
3.4.2.1.1	.----- À court terme	0	515	-515
3.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-23 581	12 419	-36 000
3.4.2.2.0.1	.----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	.----- À court terme	-23 581	12 419	-36 000
3.4.2.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	.----- Administrations publiques	-29	0	-29
3.4.2.3.1	.----- À court terme	-29	0	-29
3.4.2.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	.----- Autres secteurs	-1 614	0	-1 614
3.4.2.4.0.1	.----- À court terme	-1 619	0	-1 619
3.4.2.4.0.2	.----- À long terme	5	0	5
3.4.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	832	0	832
3.4.2.4.1.1	.----- À court terme	832	0	832
3.4.2.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-2 445	0	-2 445
3.4.2.4.2.1	.----- À court terme	-2 450	0	-2 450
3.4.2.4.2.2	.----- À long terme	5	0	5
3.4.3	---- Prêts	-16 446	240 471	-256 917
3.4.3.1	.----- Banque centrale	0	19 872	-19 872
3.4.3.1.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	19 872	-19 872
3.4.3.1.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2015 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-16 446	-10 819	-5 627
3.4.3.2.1	.----- À court terme	-13 186	416	-13 602
3.4.3.2.2	.----- À long terme	-3 260	-11 235	7 975
3.4.3.3	.----- Administrations publiques	0	211 471	-211 471
3.4.3.3.1	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	.----- Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	.----- Autres à long terme	0	211 471	-211 471
3.4.3.4	.----- Autres secteurs	0	19 947	-19 947
3.4.3.4.0.1	.----- À court terme	0	-2 463	2 463
3.4.3.4.0.2	.----- À long terme	0	22 410	-22 410
3.4.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.3.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	19 947	-19 947
3.4.3.4.2.1	.----- À court terme	0	-2 463	2 463
3.4.3.4.2.2	.----- À long terme	0	22 410	-22 410
3.4.3.4.2.3	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	375	208	167
3.4.4.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	.----- Autres secteurs	375	208	167
3.4.4.4.1	.----- Autres sociétés financières	375	208	167
3.4.4.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	.----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	.---- Crédits commerciaux et avances	32 653	56	32 597
3.4.5.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	.----- Autres secteurs	32 653	56	32 597
3.4.5.4.0.1	.----- À court terme	25 866	-807	26 673
3.4.5.4.0.2	.----- À long terme	6 787	863	5 924

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2015 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.1	.----- Autres sociétés financières	-2	0	-2
3.4.5.4.1.1	.----- À court terme	-2	0	-2
3.4.5.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	32 655	56	32 599
3.4.5.4.2.1	.----- À court terme	25 868	-807	26 675
3.4.5.4.2.2	.----- À long terme	6 787	863	5 924
3.4.6	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	275	-246	521
3.4.6.1	.----- Banque centrale	0	-650	650
3.4.6.1.1	.----- À court terme	0	-650	650
3.4.6.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	84	32	52
3.4.6.2.1	.----- À court terme	84	32	52
3.4.6.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	.----- Autres secteurs	191	372	-181
3.4.6.4.0.1	.----- À court terme	191	457	-265
3.4.6.4.0.2	.----- À long terme	0	-85	85
3.4.6.4.1	.----- Autres sociétés financières	209	0	209
3.4.6.4.1.1	.----- À court terme	209	0	209
3.4.6.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-18	372	-390
3.4.6.4.2.1	.----- À court terme	-18	457	-474
3.4.6.4.2.2	.----- À long terme	0	-85	85
3.4.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.4.6.4	.-- Avoirs de réserve	-73 150	0	-73 150
3.4.6.4	.---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	.----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	.----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	-5 314	0	-5 314
3.5.6.6	.---- Position de réserve au FMI	-2 130	0	-2 130
3.5.4.1	.---- Autres avoirs de réserve	-65 707	0	-65 707
3.5.4.1	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	-65 707	0	-65 707
3.5.4.1.1	.----- Créances sur les autorités monétaires	-2 040	0	-2 040
3.5.4.1.2	.----- Créances sur d'autres entités	-63 667	0	-63 667
3.5.4.2	.----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	.----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	.----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	.----- Autres créances	0	0	0
	. Erreurs et omissions nettes	-1 253 289	-1 248 110	-5 180

Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2015 à partir des statistiques officielles

(en millions FCFA)

		Importateurs								UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Exportateurs	Bénin		2 362,1	5 019,1	7,9	34 411,3	31 890,0	750,7	5 587,7	80 028,8
	Burkina	5 080,0		13 521,7		25 999,3	19 728,9	3 467,5	16 524,8	84 322,2
	Côte d'Ivoire	40 408,0	316 216,6		440,3	277 360,1	54 292,1	75 099,6	143 873,7	907 690,4
	Guinée-Bissau	0,0	0,0					2,6	0,0	2,6
	Mali	864,9	44 467,3	89 668,9	25,9		5 452,5	45 076,4	1 940,7	187 496,6
	Niger	8 248,6	18 545,4	7 293,0	0,0	13 777,3		120,8	1 712,6	49 697,7
	Sénégal	14 155,6	27 073,6	77 969,4	41 583,2	260 015,0	15 171,0		18 156,4	454 124,2
	Togo	114 345,9	86 160,7	23 331,5	1 277,5	27 577,6	44 439,6	8 121,8		305 254,5
	UEMOA	183 103,0	494 825,7	216 803,6	43 334,8	639 140,6	170 974,1	132 639,4	187 795,9	2 068 617,1

Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2015

(en millions FCFA)

		Importateurs								UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Exportateurs	Bénin	0,0	1 274,4	2 472,2	3,0	240,9	31 890,0	135,0	6 400,3	42 415,8
	Burkina	52,5	0,0	828,8	0,0	42,6	651,0	10,3	7 184,8	8 770,1
	Côte d'Ivoire	506,8	0,0	0,0	18,7	1 143,2	543,2	480,0	2 633,3	5 325,3
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 767,7	0,0	3 767,7
	Mali	7 783,7	0,0	1 025,3	98,4	0,0	5 452,5	46 991,4	8 131,1	69 482,3
	Niger	8 954,3	0,0	385,0	0,0	13 777,3	0,0	666,8	1 712,6	25 496,1
	Sénégal	787,7	0,0	2,0	6 576,5	0,0	99,4	0,0	24,4	7 489,9
	Togo	391,0	0,0	3 769,1	0,0	99,4	0,0	471,8	0,0	4 731,2
	UEMOA	18 476,0	1 274,4	8 482,4	6 696,5	15 303,4	38 636,1	52 523,1	26 086,5	167 478,3

Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2015

58

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	3 636,5	7 491,3	10,9	34 652,2	63 780,0	885,7	11 988,0	122 444,6
	Burkina	5 132,5		14 350,5	0,0	26 041,9	20 379,9	3 477,8	23 709,6	93 092,3
	Côte d'Ivoire	40 914,8	316 216,6		459,0	278 503,3	54 835,3	75 579,6	146 507,0	913 015,6
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	3 770,3	0,0	3 770,3
	Mali	8 648,6	44 467,3	90 694,2	124,3		10 905,0	92 067,8	10 071,8	256 978,9
	Niger	17 202,9	18 545,4	7 678,0	0,0	27 554,6		787,6	3 425,2	75 193,8
	Sénégal	14 943,3	27 073,6	77 971,4	48 159,7	260 015,0	15 270,4		18 180,8	461 614,1
	Togo	114 736,9	86 160,7	27 100,5	1 277,5	27 676,9	44 439,6	8 593,6		309 985,8
	UEMOA	201 579,0	496 100,1	225 286,0	50 031,3	654 444,0	209 610,2	185 162,5	213 882,4	2 236 095,4

Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2014

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	4 090,9	11 364,3	103,5	65 919,0	59 237,3	343,1	81 356,4	222 414,6
	Burkina	14 924,4		16 231,0	0,0	35 019,0	17 325,7	494,9	5 008,2	89 003,2
	Côte d'Ivoire	33 689,9	359 849,6		443,0	194 183,3	36 584,0	73 614,5	113 222,9	811 587,2
	Guinée-Bissau	219,1	4,0	0,0		8 896,2	0,0	3 740,2	0,0	12 859,6
	Mali	8 023,8	70 385,8	40 909,0	224,5		2 109,0	46 097,4	7 792,4	175 541,9
	Niger	9 188,6	99 048,3	4 439,8	0,0	28 451,4		131,8	3 398,4	144 658,3
	Sénégal	19 010,4	33 618,0	52 055,8	52 861,0	245 520,2	6 479,2		14 902,0	424 446,5
	Togo	117 958,6	104 740,6	33 340,2	26,4	16 629,0	59 322,8	18 068,3		350 086,0
	UEMOA	203 014,8	671 737,3	158 340,1	53 658,4	594 618,1	181 058,0	142 490,3	225 680,3	2 230 597,4

Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2015

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 289,4	1 816,1	103,0	911,3	1 870,9	3 002,2	7 898,8	19 891,7
	Burkina	14 297,5		4 181,1	172,4	2 802,5	2 552,2	3 359,4	7 396,5	34 761,6
	Côte d'Ivoire	13 837,4	13 921,2		57,3	4 625,1	2 662,5	5 539,8	8 251,0	48 894,3
	Guinée-Bissau	115,0	239,5	132,3		274,4	10,9	2 800,9	0,0	3 573,0
	Mali	3 313,1	10 817,6	5 622,7	609,7		3 224,7	4 443,6	3 028,6	31 060,1
	Niger	3 585,9	2 030,2	2 974,0	21,1	74,5		4 199,3	5 101,0	17 986,0
	Sénégal	2 043,3	4 189,3	1 702,8	1 305,3	5 173,8	1 702,8		681,1	16 798,4
	Togo	22 361,3	3 337,2	1 523,6	69,5	578,1	1 273,6	4 446,7		33 590,1
	UEMOA	59 553,7	38 824,4	17 952,6	2 338,4	14 439,6	13 297,6	27 791,9	32 357,0	206 555,2

Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2014

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		5 916,6	1 572,5	97,2	1 222,9	1 489,6	3 027,1	7 696,5	21 022,3
	Burkina	12 373,4		4 191,5	62,2	2 596,3	4 231,8	3 302,3	11 689,1	38 446,5
	Côte d'Ivoire	13 715,6	13 921,2		54,1	5 832,2	1 215,5	4 861,8	8 229,2	47 829,5
	Guinée-Bissau	115,0	269,9	155,9		761,9	0,0	2 258,6	0,0	3 561,4
	Mali	4 106,6	11 870,6	5 857,3	575,1		3 970,5	5 538,2	2 461,3	34 379,6
	Niger	3 768,8	2 500,9	2 947,3	19,9	874,8		4 127,8	3 999,8	18 239,3
	Sénégal	2 023,2	4 741,6	1 686,0	1 231,2	6 678,8	1 686,0		674,4	18 721,3
	Togo	13 476,1	2 767,7	1 422,2	65,5	1 063,0	590,7	4 403,0		23 788,3
	UEMOA	49 578,8	41 988,5	17 832,7	2 105,1	19 029,8	13 184,1	27 518,8	34 750,4	205 988,3

Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2015

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 669,2	6 773,8	8,0	5 414,0	1 568,1	4 786,3	4 708,6	24 927,9
	Burkina	2 988,9		10 090,6	21,0	25 379,4	1 087,3	11 044,8	4 159,5	54 771,6
	Côte d'Ivoire	5 892,2	15 019,5		56,6	66 991,7	4 846,1	23 231,3	6 642,7	122 680,1
	Guinée-Bissau	173,5	12,4	121,8		1 198,5	203,8	7 918,9	189,8	9 818,6
	Mali	2 250,5	1 547,6	6 618,4	43,7		3 350,5	9 338,6	5 692,7	28 842,1
	Niger	2 261,6	1 352,2	4 382,8	154,4	9 072,5		4 281,6	6 247,5	27 752,6
	Sénégal	2 125,0	2 334,2	7 269,1	4 348,7	21 564,5	6 275,5		2 874,4	46 791,4
	Togo	2 879,8	1 774,5	6 694,3	6,9	2 461,4	3 529,7	4 479,5		21 916,5
	UEMOA	18 571,5	23 709,4	41 950,9	4 639,3	132 082,0	20 861,1	65 081,0	30 515,2	337 410,4

Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2014

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 894,1	6 545,3	34,6	4 338,6	1 979,1	4 403,2	4 835,5	24 030,4
	Burkina	2 582,2		9 889,8	90,8	22 484,9	1 828,3	10 142,1	4 669,4	51 687,5
	Côte d'Ivoire	5 766,5	12 987,9		245,2	65 761,6	3 557,9	20 650,1	6 062,4	115 031,4
	Guinée-Bissau	168,4	14,0	146,6		1 227,4	528,8	7 585,2	274,7	9 945,0
	Mali	2 218,0	1 767,5	7 445,8	198,9		2 640,8	9 166,4	5 673,3	29 110,7
	Niger	2 909,7	1 092,4	4 257,1	1 114,1	9 856,9		3 945,7	4 715,3	27 891,3
	Sénégal	2 334,3	2 670,9	6 864,1	3 935,5	20 403,9	5 959,6		2 414,6	44 582,9
	Togo	3 049,3	1 084,4	7 536,9	29,8	2 325,8	1 175,7	4 128,6		21 312,0
	UEMOA	19 028,3	21 511,0	42 685,7	5 648,9	126 399,1	17 670,2	60 021,2	28 645,3	321 609,7

Annexe 3.1. Présentation des principales innovations introduites par la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements

Le nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les développements économiques associés à la mondialisation, l'innovation technologique et financière enregistrée au cours de ces dernières années, ainsi que le renforcement de l'intégration entre les statistiques de la position extérieure globale et les comptes macroéconomiques. Toutefois, le cadre de référence est resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition. Les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus.

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure et se présente comme suit.

Tableau synthétique
Compte des transactions courantes Biens Services Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>). Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants»</i>)
Compte de capital Acquisition et cession d'actifs non produits Transferts en capital
Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>) Investissements directs Investissements de portefeuille Produits financiers dérivés (<i>poste nouvellement introduit</i>) Autres investissements Avoirs de réserve.

Les changements les plus significatifs, opérés dans le contenu des principales composantes de la balance des paiements, sont indiqués ci-après.

Compte des biens et services

- un poste supplémentaire a été créé pour l'enregistrement des réexportations ;
- le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens ;
- les biens achetés dans les ports sont inclus dans les marchandises générales ;
- les réparations et maintenance sur les navires, avions et autre matériel de transport sont retracées dans les services au lieu des biens ;
- les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services ;
- les services postaux et de messageries sont désormais inclus dans les services de transport.

Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Ce dernier présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production.

Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire » dans le nouveau manuel. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels »

remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- les résultats de la recherche et développement sont déclassés du compte de capital aux services de recherche et développement ;
- les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG ;
- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.

Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de crédit et débit. Par ailleurs, les allocations de DTS sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles ne figuraient que dans la position extérieure globale dans la 5^{ème} édition.

III. LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La principale modification opérée dans la PEG concerne le **Compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou compte « Autres flux »**.

Ce compte retrace les changements de volumes dans la PEG pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications qui impactent la position extérieure globale.

Annexe 3.2. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignons, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,...) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers. Le coefficient de redressement, calculé sur la base des différents éléments sus-évoqués, ressort en moyenne à 20% pour les exportations et 5% pour les importations.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int